



Tableau de bord du marché du travail luxembourgeois

Indicateurs relatifs aux flux de main-d'œuvre

Période de référence : juin 2023 - juin 2024

Date de parution : juillet 2025

Liste des indicateurs

1. Les flux de main-d'œuvre salariée : nombre de recrutements et de fins de contrat (y compris emplois intérimaires)	2
2. La saisonnalité des flux de main-d'œuvre salariée	3
3. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité	4
4. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le genre	6
5. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon l'âge	9
6. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon la nationalité et la résidence	13
7. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le type de contrat	16
8. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire rémunérés au voisinage du salaire social minimum	19
Note méthodologique	22
ANNEXES	23

Les chiffres des flux annuels depuis 2009 sont disponibles sur la page suivante :

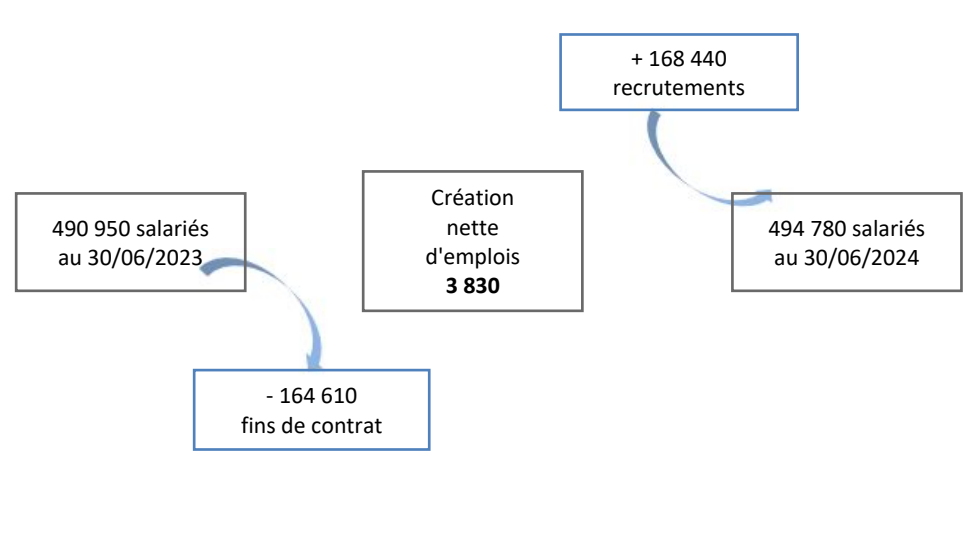
<http://www.adem.public.lu/fr/marche-emploi-luxembourg/faits-et-chiffres/statistiques/igss/Tableaux-interactifs-flux-emploi/index.html>

Pour des raisons de protection des données à caractère personnel, tous les effectifs présentés dans ce tableau de bord sont arrondis à la dizaine inférieure ou supérieure.

Les explications et les précautions d'utilisation de ces chiffres sont détaillées dans la note méthodologique.

1. Les flux de main-d'œuvre salariée : nombre de recrutements et de fins de contrat (y compris emplois intérimaires)

1.1. Flux et création nette d'emplois salariés



Au 30 juin 2024, il y avait 494 780 salariés au Luxembourg contre 490 950 au 30 juin 2023. Entre ces deux dates, on observe 168 440 recrutements et 164 610 fins de contrat (dont près de 7 570 départs à la retraite¹). Le solde entre les recrutements et les fins de contrat (appelé création nette d'emplois salariés) est de 3 830 salariés. L'emploi salarié a donc augmenté de 3 830 unités sur la période étudiée, soit une progression de 0,8%.

1.2. Poids de l'emploi intérimaire dans les flux de main-d'œuvre salariée

	Recrutements (1)	Fins de contrat (2)	Création nette d'emplois salariés (3)=(1)-(2)
Salariés hors intérimaires	141 800	137 760	4 040
Salariés intérimaires	26 640	26 850	- 210
Total	168 440	164 610	3 830

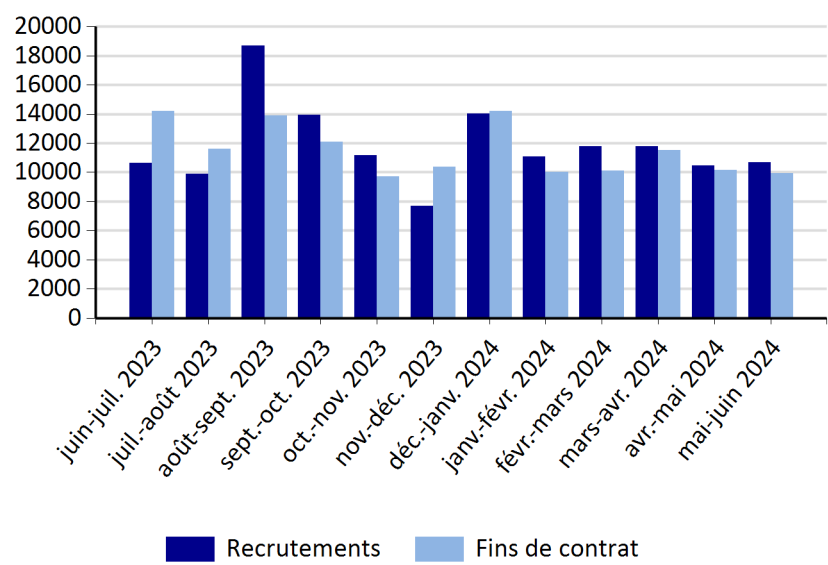
Sur l'ensemble des recrutements réalisés, 16% concernent des emplois salariés intérimaires tandis que 84% concernent des emplois salariés non intérimaires.

Pour les fins de contrat, ces chiffres s'établissent à 16% et 84%. Notons que parmi l'ensemble des salariés travaillant au Luxembourg au 30 juin 2024, 1,6% occupent un emploi salarié intérimaire (soit 7 950 personnes).

¹Ce nombre de départs à la retraite ne comprend pas les retraites du régime statutaire (fonctionnaires et employés de l'Etat) car les données ne sont pas encore disponibles pour la période étudiée. En se basant sur les données des 12 mois antérieurs, on peut estimer à quelque 600 les départs à la retraite du régime statutaire.

2. La saisonnalité des flux de main-d’œuvre salariée²

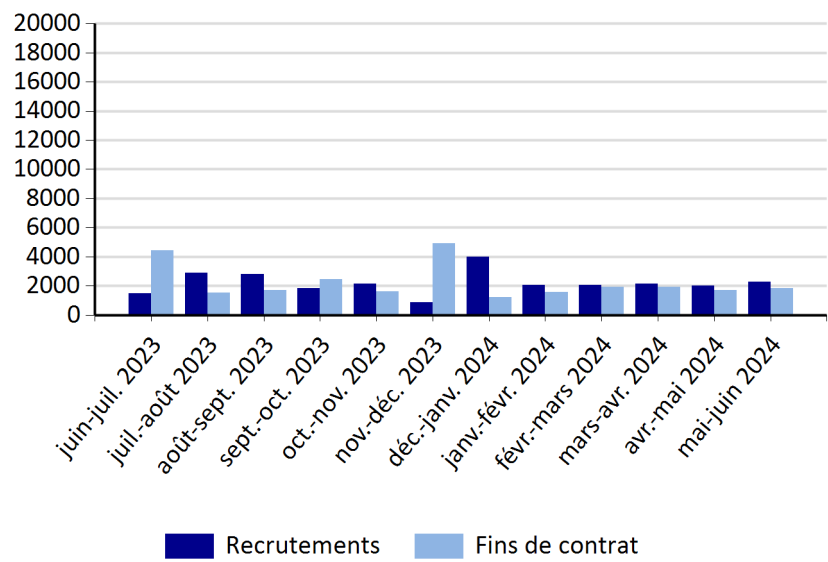
Salariés non intérimaires



Selon les mois, le nombre de recrutements de salariés non intérimaires oscille entre 7 670 et 18 690 ; celui des fins de contrat, entre 9 710 et 14 210.

Guide de lecture : Entre juin et juillet 2023, on observe 10 650 recrutements et 14 210 fins de contrat pour les salariés non intérimaires.

Salariés intérimaires

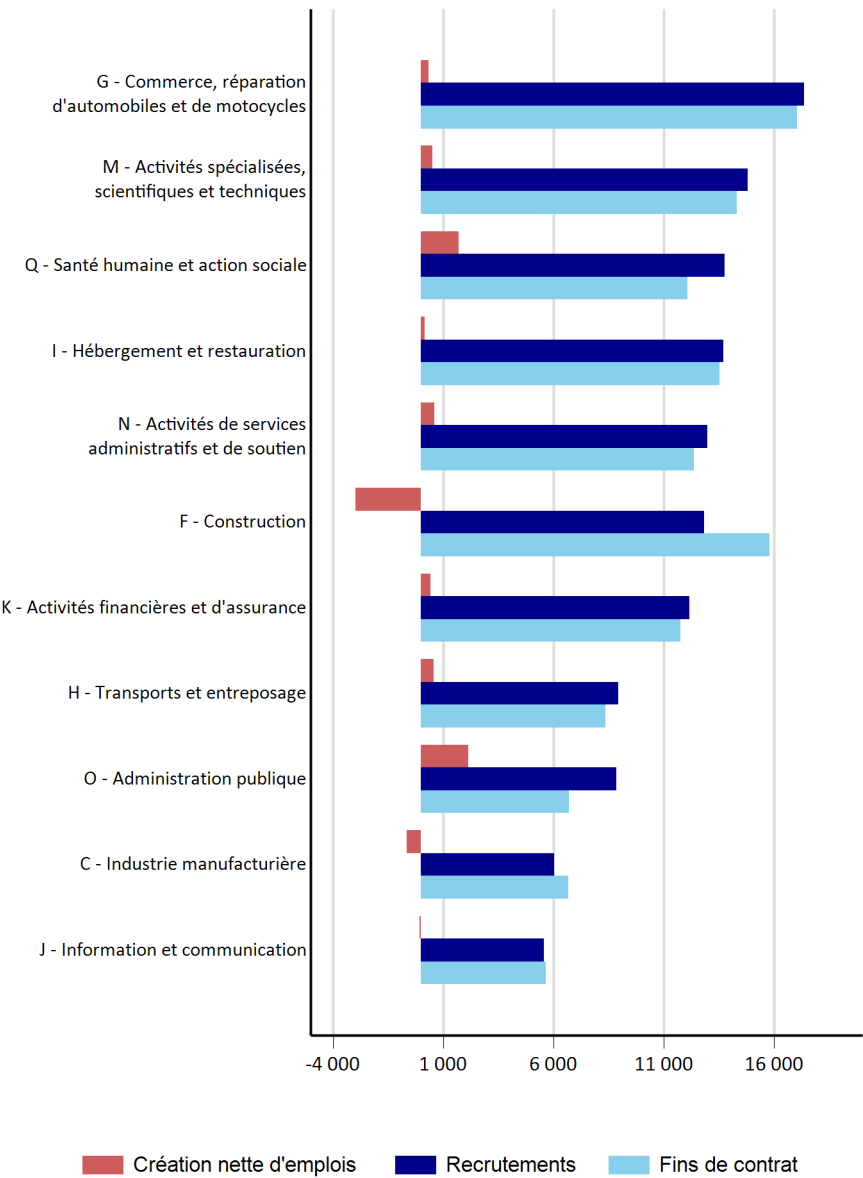


Selon les mois, le nombre de recrutements de salariés intérimaires oscille entre 890 et 3 980 ; celui des fins de contrat, entre 1 210 et 4 910.

²Les chiffres correspondant au point 2 sont présentés dans les tableaux 1 et 2 de l'annexe.

3. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité³

3.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon le secteur d'activité



Avec respectivement 17 360, 14 820, 13 760 et 13 700 recrutements, les secteurs "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles", "Activités spécialisées, scientifiques et techniques", "Santé humaine et action sociale" ainsi que "Hébergement et restauration" sont ceux qui ont le plus recruté entre juin 2023 et juin 2024.

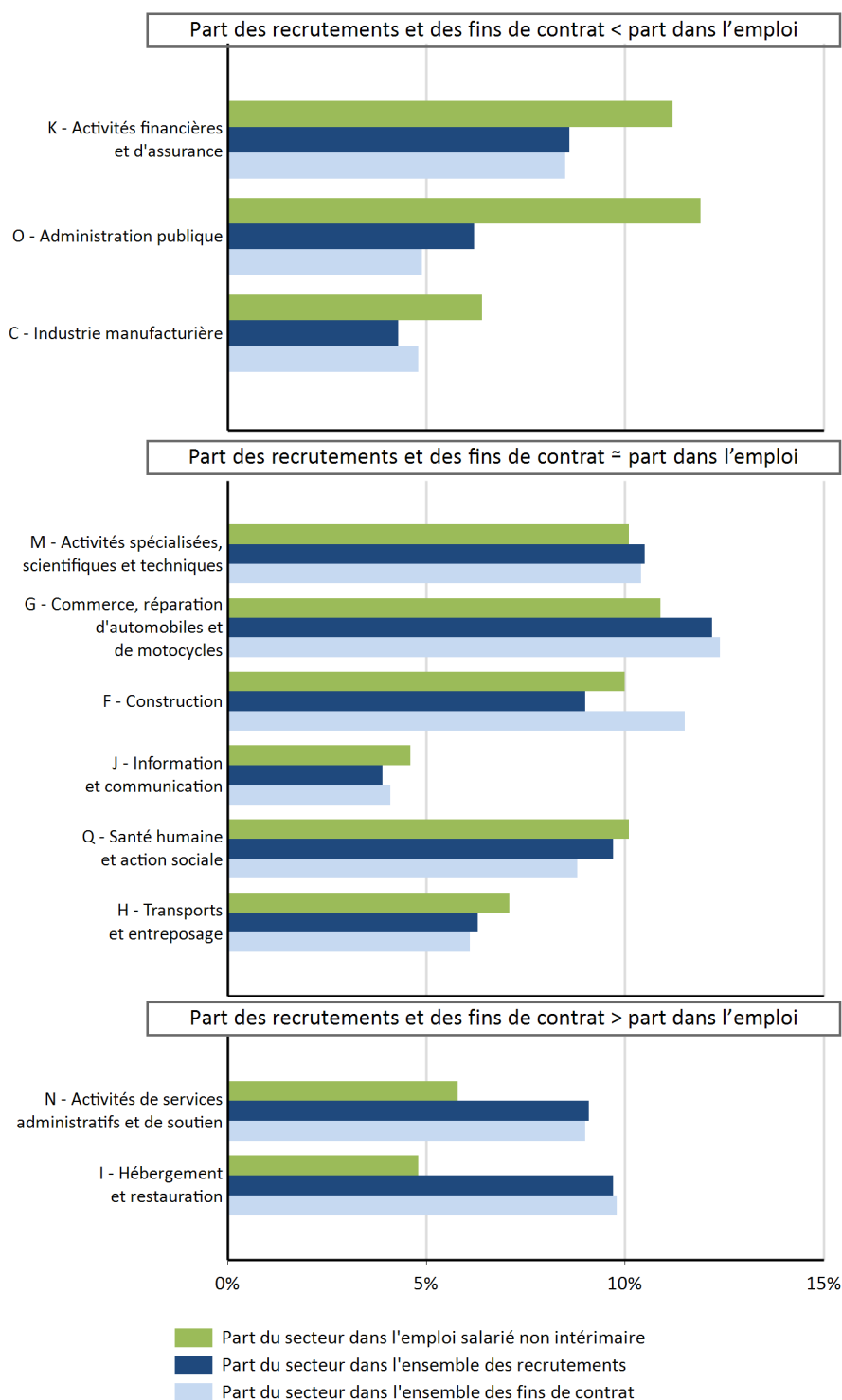
On observe le plus grand nombre de fins de contrat dans les secteurs "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles", "Construction", "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" et "Hébergement et restauration".

Dans tous les secteurs présentés ici sauf 3 d'entre eux, le solde entre les recrutements et les fins de contrat est positif ; autrement dit, ils sont tous créateurs d'emplois sauf 3, même s'ils le sont dans des mesures très différentes.

Guide de lecture : Pour le secteur "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles", le nombre de recrutements entre juin 2023 et juin 2024 s'élève environ à 17 360, le nombre de fins de contrat à 17 040. La création nette d'emplois, qui correspond à la différence entre le nombre de recrutements et le nombre de fins de contrat, est de 320.

³Les secteurs mentionnés ici sont ceux qui représentent plus de 4% de l'emploi salarié non-intérimaire. Les chiffres relatifs à tous les secteurs se trouvent dans le tableau 3 de l'annexe.

3.2. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le poids du secteur d'activité dans l'emploi



La part que représente chaque secteur dans les flux de main-d'œuvre ne correspond pas toujours à la part qu'il représente dans l'emploi.

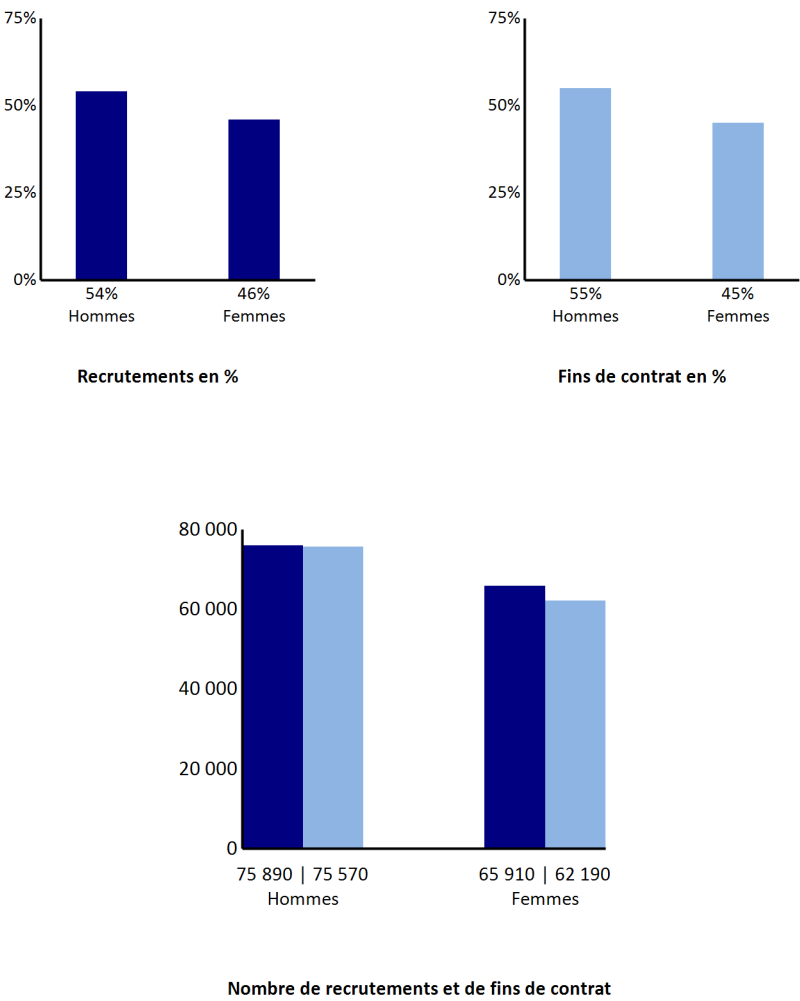
La différence entre les deux s'explique par la dynamique de l'emploi dans le secteur. Cette dynamique résulte du jeu simultané de la destruction et de la création d'emplois mais surtout de la rotation de la main-d'œuvre sur les postes existants : les secteurs employant du personnel peu qualifié (comme l'HORECA ou les activités de services administratifs ou de soutien) ont traditionnellement une rotation sur postes existants plus élevée que les secteurs nécessitant une main-d'œuvre qualifiée, ce qui explique que la part que ces secteurs représentent dans les recrutements et les fins de contrat soit supérieure à celle qu'ils représentent dans l'emploi salarié.

Guide de lecture : les secteurs d'activité sont classés en trois groupes. Le 1^{er} rassemble les secteurs dans lesquels la part qu'ils représentent dans les recrutements et les fins de contrat est inférieure à celle qu'ils représentent dans l'emploi salarié. Le 2^{ème} groupe rassemble les secteurs où la part dans les recrutements et les fins de contrat est identique à la part du secteur dans l'emploi. Le dernier groupe contient les secteurs où la part dans les recrutements et les fins de contrat est supérieure à la part du secteur dans l'emploi.

Dans le 1^{er} groupe par exemple, le secteur "Administration publique", qui occupe 12% des salariés (hors intérimaires), représente 6% des recrutements et 5% des fins de contrat.

4. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le genre⁴

4.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon le genre



Parmi les 141 800 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre juin 2023 et juin 2024, 46% concernent une femme. La part des femmes respectivement dans les recrutements et les fins de contrat est supérieure à la part qu'elles représentent dans l'emploi salarié (42%). Cette surreprésentation des femmes dans les flux de main-d'œuvre s'explique notamment par le fait qu'elles sont proportionnellement plus présentes que les hommes dans les professions ayant un fort turn over.

Qu'il s'agisse des hommes et des femmes, la création nette d'emplois (solde entre le nombre de recrutements et de fins de contrat) est positive. Ainsi, entre juin 2023 et juin 2024, le nombre d'hommes salariés (hors intérimaires) sur le marché du travail a augmenté de 320 unités, ce chiffre s'établissant à 3 720 pour les femmes.

Pour les hommes, la création nette d'emplois représente 0% des recrutements (= 320/75 890) et 6% pour les femmes.

Guide de lecture :

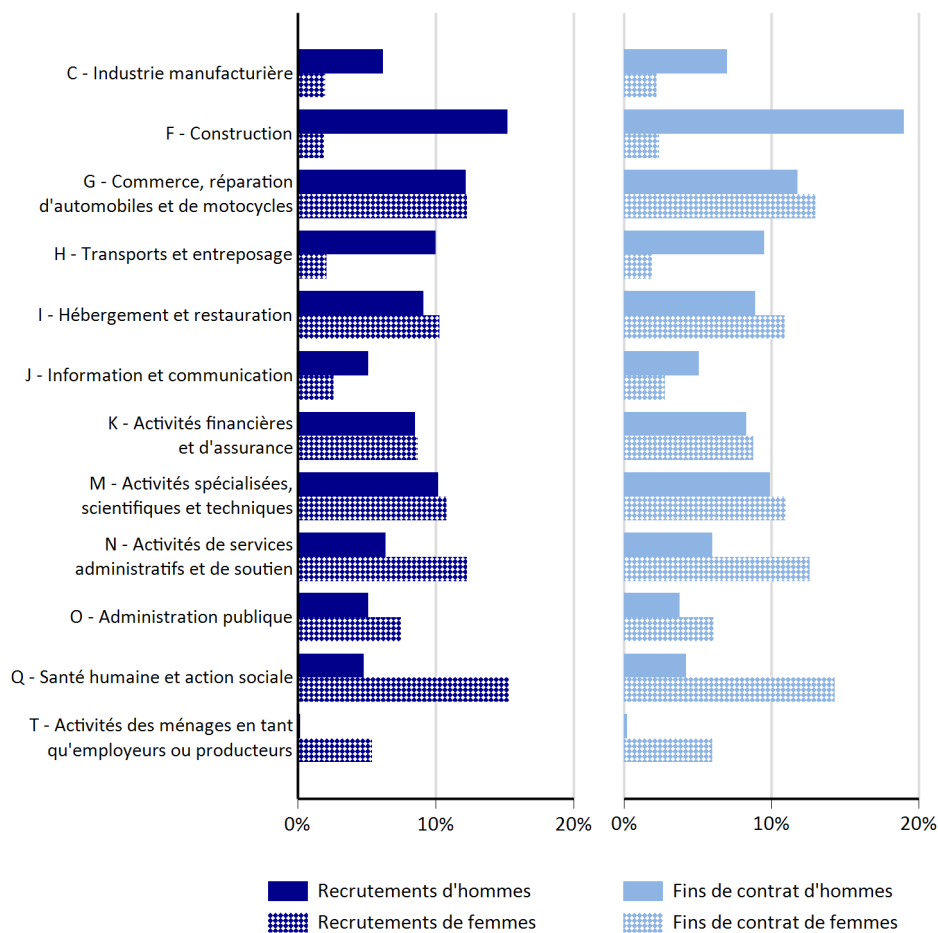
1^{er} graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre juin 2023 et juin 2024, 54% des concernent des hommes et 46% des femmes.

2^e graphique : Parmi l'ensemble des fins de contrat effectués entre juin 2023 et juin 2024, 55% concernent des hommes et 45% des femmes.

3^e graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre juin 2023 et juin 2024, 75 890 concernent des hommes. C'est le cas de 75 570 fins de contrat.

⁴Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 4 de l'annexe.

4.2. Structure des recrutements et des fins de contrat selon le secteur d'activité et le genre



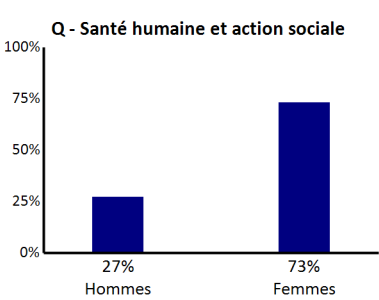
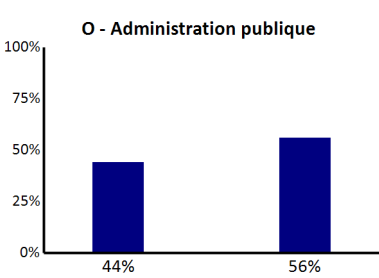
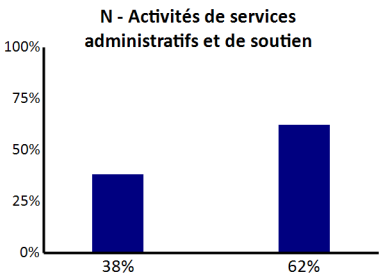
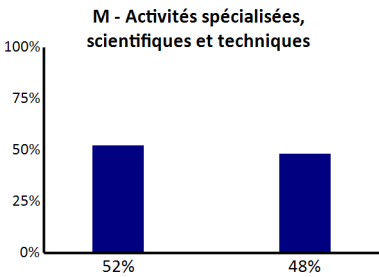
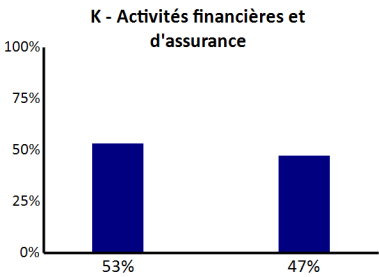
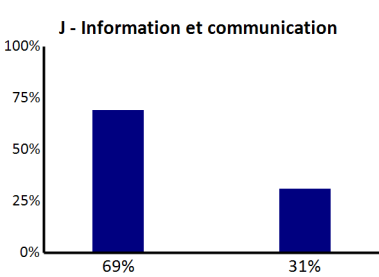
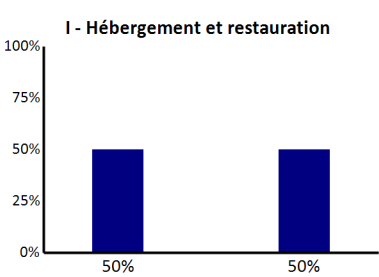
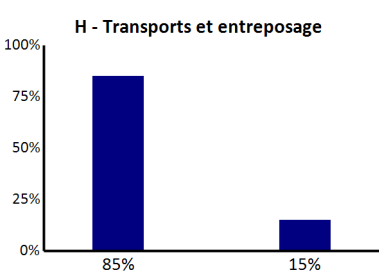
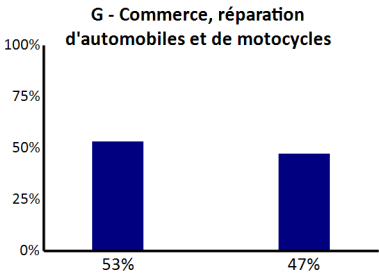
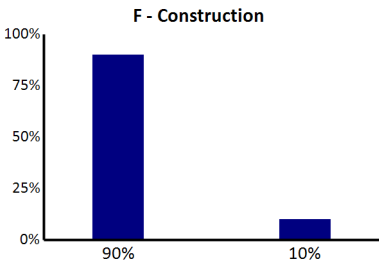
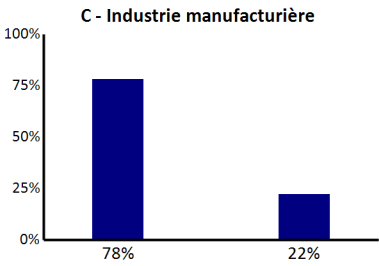
Les trois secteurs qui recrutent le plus de femmes sont "Santé humaine et action sociale", "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" et "Activités de services administratifs et de soutien", qui représentent 15%, 12% et 12% des recrutements féminins (hors intérimaires).

La part que représente certains secteurs dans les recrutements féminins est très différente de la part qu'ils représentent dans les recrutements masculins. Par exemple, le secteur "Santé humaine et action sociale" représente 15% des recrutements féminins contre 5% des recrutements masculins. A l'inverse, le secteur "Information et communication" représente 5% des recrutements masculins contre 3% des recrutements féminins.

Notons, pour les femmes, le nombre important de recrutements (3 570) liés à des emplois de femmes de ménage dans les ménages privés.

Guide de lecture : Les recrutements de femmes dans le secteur "Industrie manufacturière" représentent 2% de l'ensemble des recrutements féminins. Les recrutements d'hommes dans le même secteur représentent 6% de l'ensemble des recrutements masculins.

4.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon le genre



Les graphiques ci-contre représentent, pour les secteurs d'activité les plus importants en termes d'emplois, la structure des recrutements qui y sont réalisés. Ces graphiques illustrent le fait que les deux groupes de main-d'œuvre, femmes et hommes, se positionnent de façon très différenciée selon les secteurs d'activité.

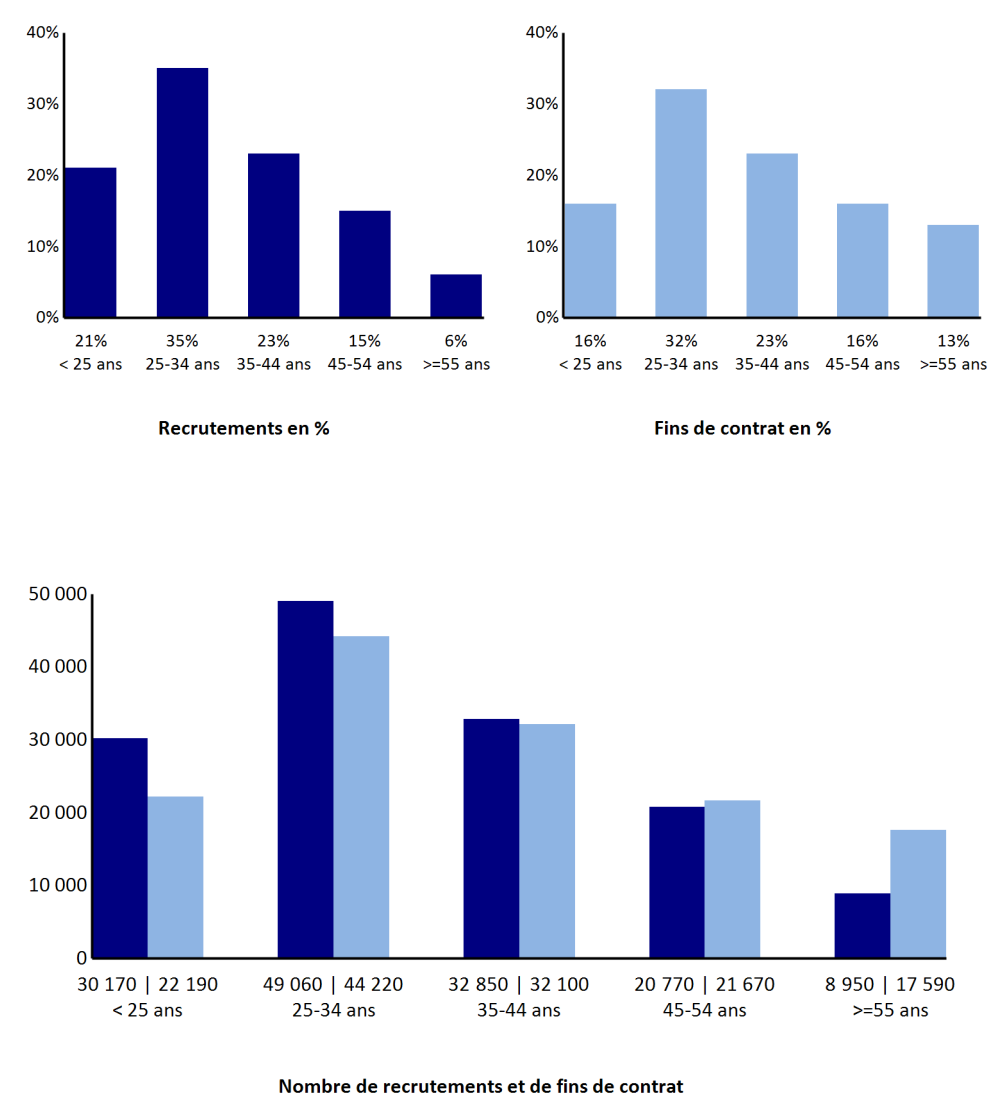
Certains secteurs se caractérisent par une très forte concentration de femmes dans les recrutements. Par exemple "Santé humaine et action sociale", "Activités de services administratifs et de soutien" et "Administration publique" où elles représentent respectivement 73%, 62% et 56% des recrutements.

Dans d'autres secteurs, on observe une forte concentration d'hommes. Ces derniers représentent 90% des recrutements réalisés dans "Construction", 85% dans "Transports et entreposage" et 78% dans "Industrie manufacturière".

Guide de lecture : Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre juin 2023 et juin 2024, 78% concernent des hommes et 22% des femmes.

5. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon l'âge⁵

5.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon l'âge



Guide de lecture :

1^{er} graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre juin 2023 et juin 2024, 21% concernent des jeunes de moins de 25 ans.

2^e graphique : Parmi l'ensemble des fins de contrat effectués entre juin 2023 et juin 2024, 16% concernent des jeunes de moins de 25 ans.

3^e graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre juin 2023 et juin 2024, 30 170 recrutements concernent des jeunes de moins de 25 ans. C'est le cas de 22 190 fins de contrat.

Parmi les 141 800 recrutements réalisés entre juin 2023 et juin 2024, 21% concernent les personnes de moins de 25 ans, 35% les 25-34 ans, 23% les 35-44 ans, 15% les 45-44 ans et 6% les 55 ans et plus.

Parmi les 137 770 fins de contrat, 16% concernent les personnes de moins de 25 ans, 32% les 25-34 ans, 23% les 35-44 ans, 16% les 45-44 ans et 13% les 55 ans et plus.

On observe le plus grand nombre de recrutements (49 060) chez les 25-34 ans.

Les fins de contrat les plus nombreuses (44 220) concernent les personnes de 25-34 ans.

Si l'on compare la part que représente chaque classe d'âge dans les flux de main-d'œuvre avec celle qu'elle représente dans l'emploi salarié, on constate que :

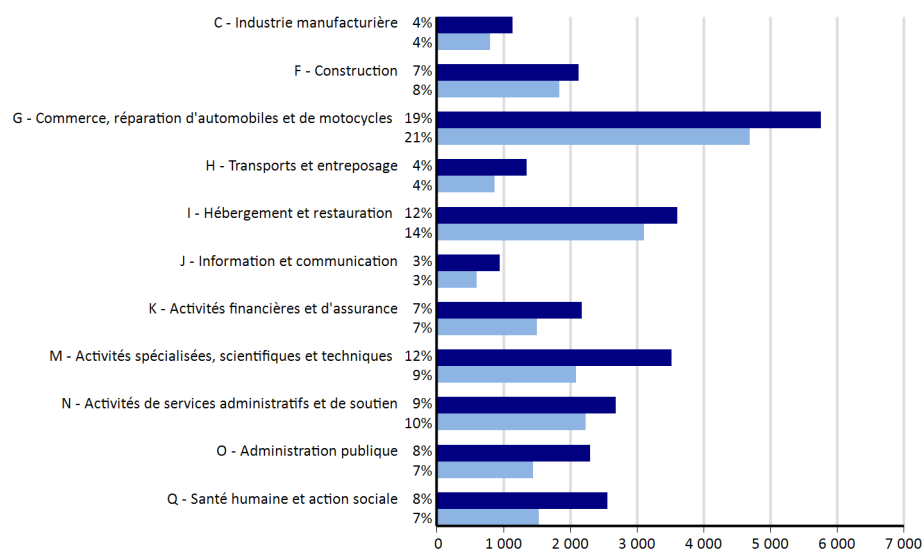
- Les plus jeunes sont surreprésentés dans les flux puisqu'ils représentent 6% dans l'emploi salarié. Cette situation s'explique notamment par la plus forte mobilité des jeunes qui démarrent fréquemment leur carrière par des CDD.
- Les 25-34 ans sont surreprésentés dans les flux (27% dans l'emploi salarié)
- Les 35-44 ans sont sous-représentés dans les flux (28% dans l'emploi salarié)
- Les 45-54 ans sont sous-représentés dans les flux (26% dans l'emploi salarié)
- Les 55 ans et plus sont sous-représentés dans les recrutements et la part qu'ils représentent dans les fins de contrat est la même que dans l'emploi salarié (ils représentent 13% dans l'emploi salarié).

Si l'on calcule la création nette d'emplois (solde entre le nombre de recrutements et de fins de contrat) en fonction de l'âge, on observe qu'elle diminue à mesure que l'âge augmente. Elle s'élève à 7 980 pour les plus jeunes, diminue respectivement à 4 840 et 750 pour les classes 25-34 ans et 35-44 ans. Pour les 45-54 ans, elle est nulle et devient négative pour les 55 ans et plus, du fait des départs à la retraite.

⁵Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 5 de l'annexe.

5.2. Structure des recrutements et des fins de contrat selon le secteur d'activité et l'âge

< 25 ans

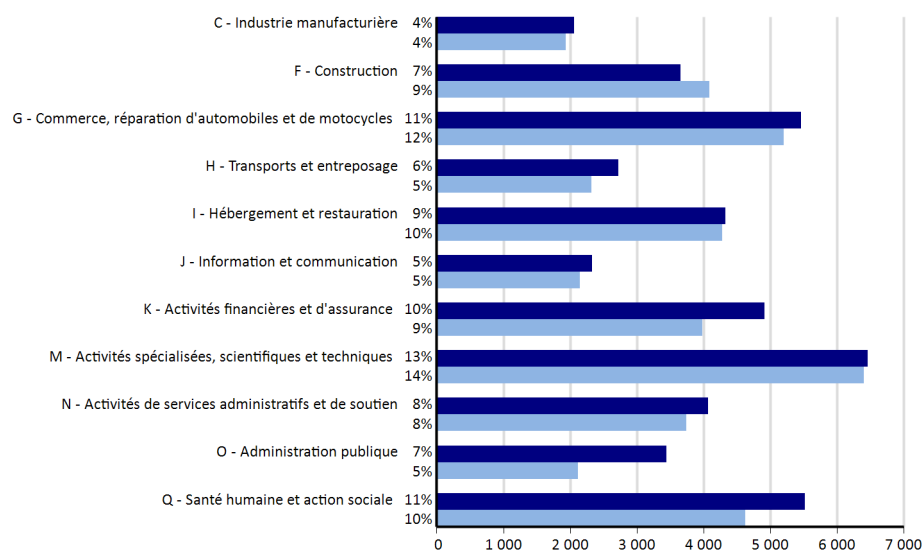


Les trois secteurs qui recrutent le plus de personnes de moins de 25 ans sont "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (qui représente 19% des recrutements des moins de 25 ans), "Hébergement et restauration" (12%) et "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (12%).

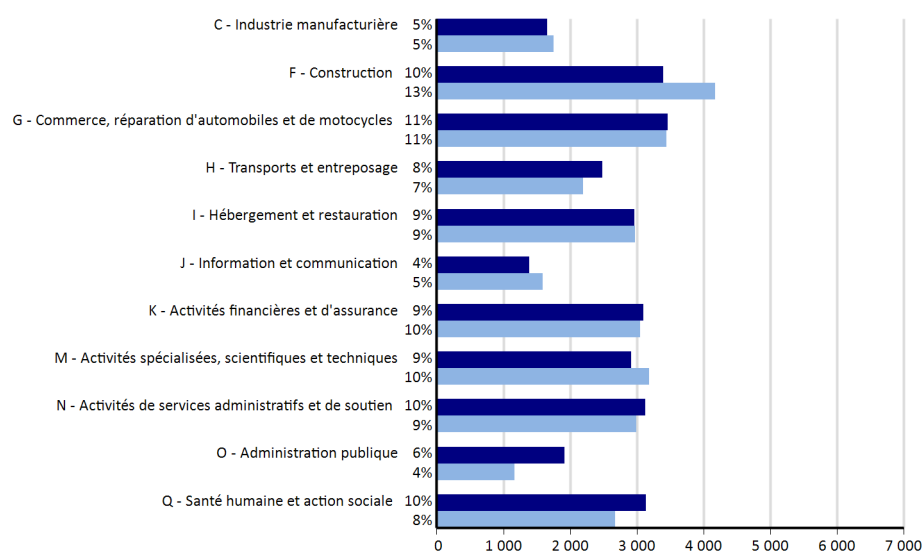
Les trois secteurs qui recrutent le plus de 25-34 ans sont "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (13%), "Santé humaine et action sociale" (11%) et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (11%).

Les trois secteurs qui recrutent le plus de 35-44 ans sont "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (11%), "Construction" (10%) et "Santé humaine et action sociale" (10%).

25-34 ans

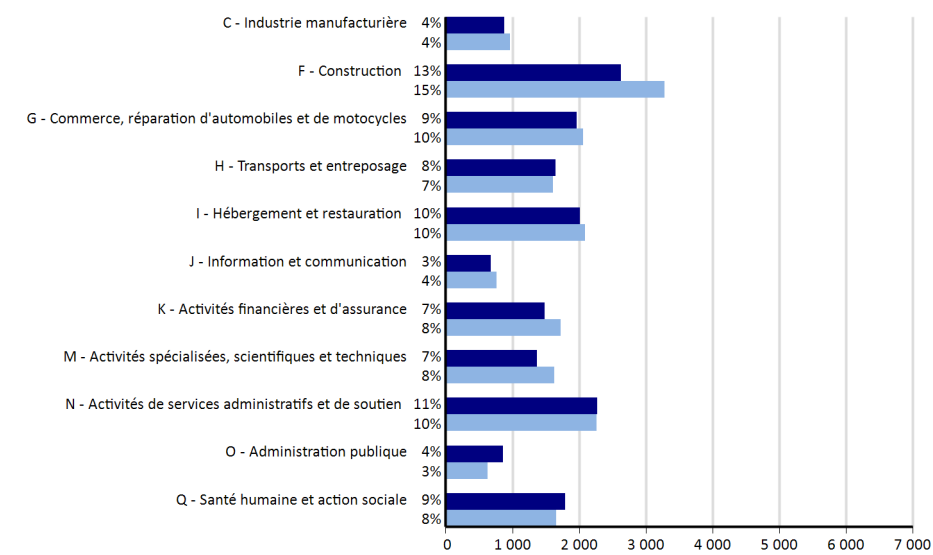


35-44 ans



■ Nombre de recrutements
■ Nombre de fins de contrat

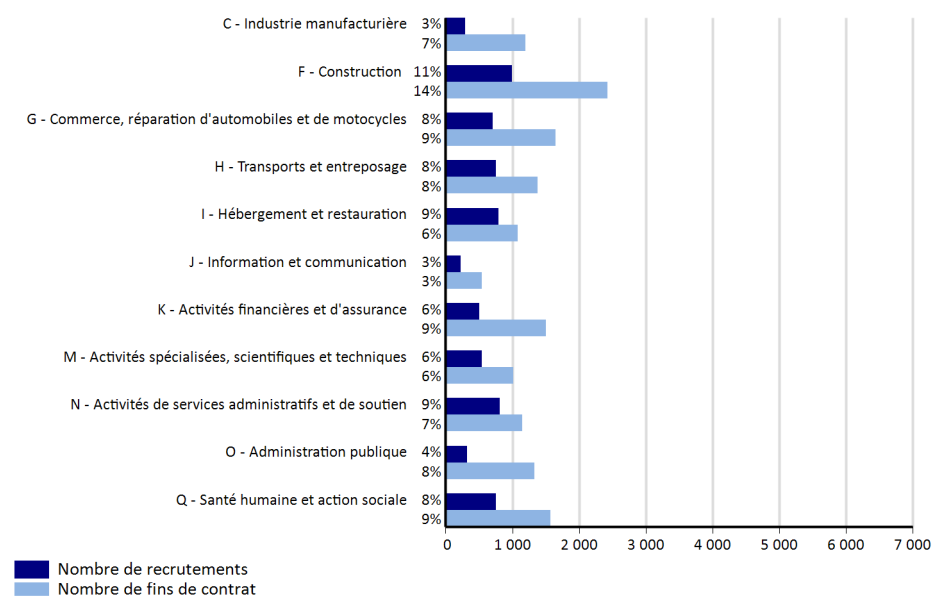
45-54 ans



Les trois secteurs qui recrutent le plus de 45-54 ans sont "Construction" (13%), "Activités de services administratifs et de soutien" (11%) et "Hébergement et restauration" (10%).

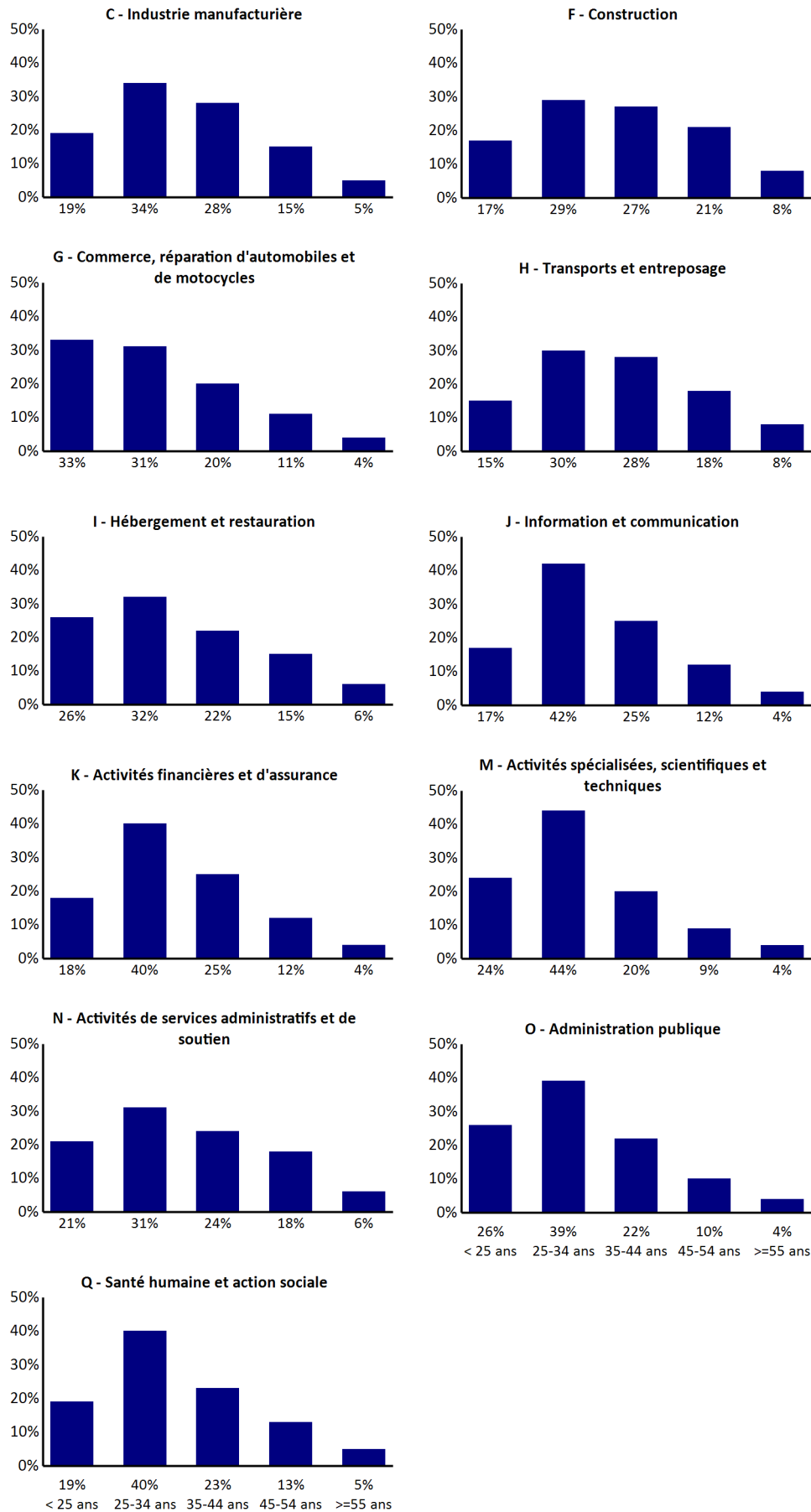
Les trois secteurs qui recrutent le plus de 55 ans et plus sont "Construction" (11%), "Activités de services administratifs et de soutien" (9%) et "Hébergement et restauration" (9%).

>=55 ans



Guide de lecture : Parmi l'ensemble des recrutements concernant des moins de 25 ans, 1 140 sont effectués dans "Industrie manufacturière", ils représentent 4% de l'ensemble des recrutements concernant les moins de 25 ans (qui s'élèvent à 30 170). Parmi l'ensemble des fins de contrat concernant des moins de 25 ans, 800 sont effectués dans "Industrie manufacturière", ils représentent 4% de l'ensemble des fins de contrat concernant les moins de 25 ans (qui s'élèvent à 22 190).

5.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon l'âge



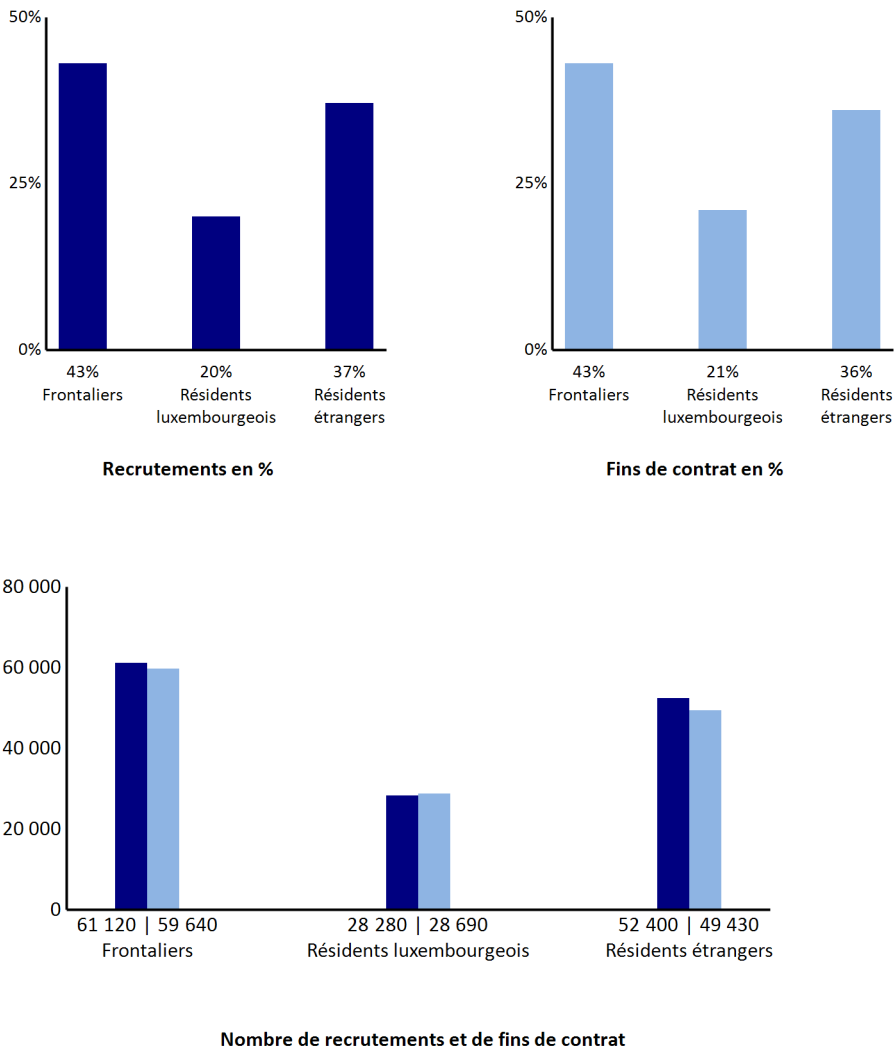
Les graphiques ci-contre représentent, pour les secteurs d'activité les plus importants en termes d'emplois, la structure des recrutements qui y sont réalisés.

Dans tous les secteurs, l'ordre dans lequel s'organise les différentes classes d'âge est le même : ce sont toujours les 25-34 ans qui représente la part des recrutements la plus élevée et les 55 ans et plus la plus faible.

Guide de lecture : 19% des recrutements réalisés dans "Industrie manufacturière" concernent des moins de 25ans, 34% des 25-34 ans.

6. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon la nationalité et la résidence⁶

6.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon la nationalité et la résidence



Parmi les 141 800 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre juin 2023 et juin 2024, 43% ont concerné des frontaliers, 20% des résidents luxembourgeois et 37% des résidents de nationalité étrangère. Parmi les 137 760 fins de contrat observées au cours de la même période, 43% ont concerné des frontaliers, 21% des résidents luxembourgeois et 36% des résidents de nationalité étrangère.

En calculant la différence entre recrutements et fins de contrat (création nette d'emplois), on observe que la situation est différente pour les résidents de nationalité luxembourgeoise par rapport aux résidents étrangers et aux frontaliers.

En effet, alors que pour les deux derniers groupes, la création nette d'emplois s'élève respectivement à 2 970 et 1 480, elle est plus faible pour les résidents luxembourgeois.

Cette situation s'explique en partie par des départs à la retraite beaucoup plus nombreux chez les résidents de nationalité luxembourgeoise, ce qui tient notamment au fait que les frontaliers et les résidents étrangers sont en moyenne plus jeunes que les résidents luxembourgeois⁷. En effet, les résidents luxembourgeois enregistrent quelque 100 départs à la retraite supplémentaires par rapport aux frontaliers et 1 600 par rapport aux résidents de nationalité étrangère⁸.

Guide de lecture :

1^{er} graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre juin 2023 et juin 2024, 43% concernent des frontaliers.

2^e graphique : Parmi l'ensemble des fins de contrat effectuées entre juin 2023 et juin 2024, 43% concernent des frontaliers.

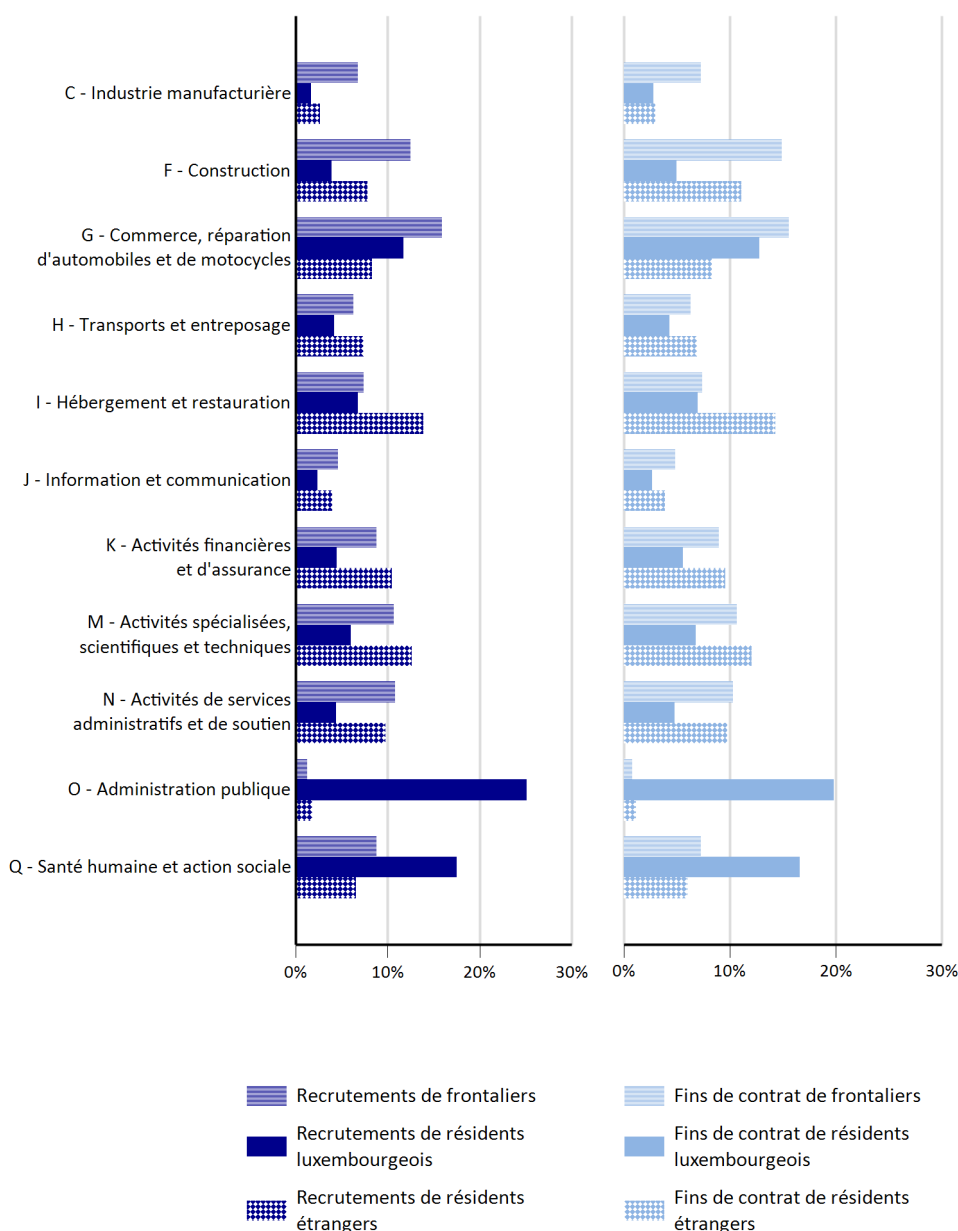
3^e graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre juin 2023 et juin 2024, 61 120 recrutements concernent des frontaliers. C'est le cas de 59 640 fins de contrat.

⁶Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 6 de l'annexe.

⁷Si nous comparons les stocks (et non les flux) d'emplois salariés à deux dates différentes, en l'occurrence juin 2023 et juin 2024, nous mettons en évidence une augmentation du nombre de salariés résidents de nationalité luxembourgeoise de 1 950 unités. Comme nous venons de le montrer, cette augmentation ne s'explique pas par un solde positif entre recrutements et fins de contrat, mais par le phénomène des naturalisations qui touchent un grand nombre d'actifs en emploi. En effet, parmi les résidents travaillant au Luxembourg en juin 2023 et en juin 2024, 2 560 résidents qui étaient de nationalité étrangère en juin 2023 avaient acquis la nationalité luxembourgeoise en juin 2024.

⁸Ces chiffres tiennent compte d'une estimation du nombre de départs vers le régime de pension statutaire (fonctionnaires et employés de l'Etat).

6.2. Structure des recrutements et des fins de contrat selon la nationalité et la résidence et selon le secteur d'activité



Les trois secteurs qui recrutent le plus de résidents luxembourgeois sont "Administration publique" (qui représente 25% des recrutements de résidents luxembourgeois), "Santé humaine et action sociale" (18%) et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (12%).

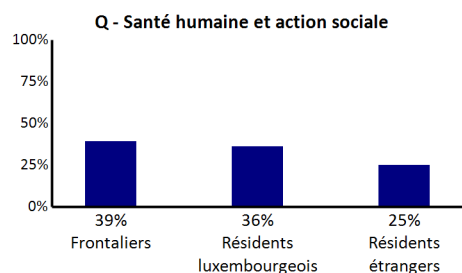
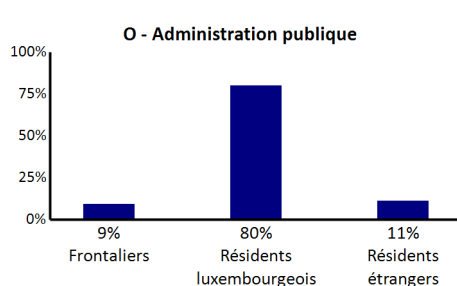
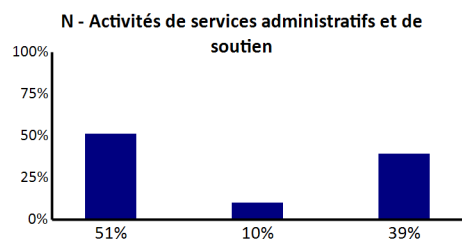
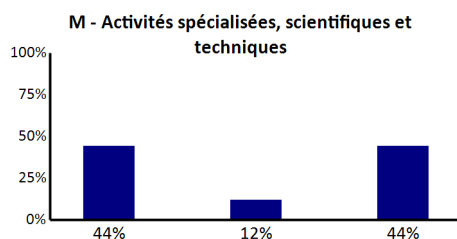
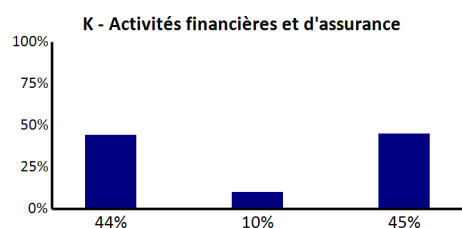
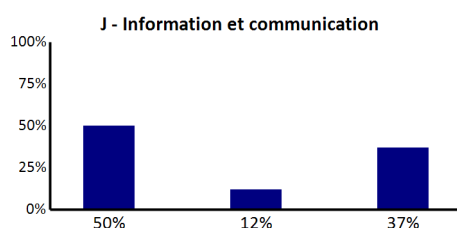
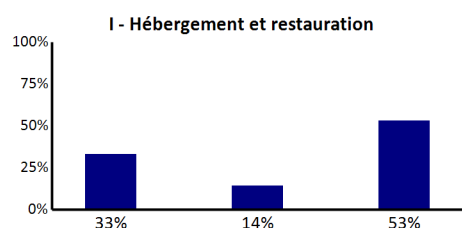
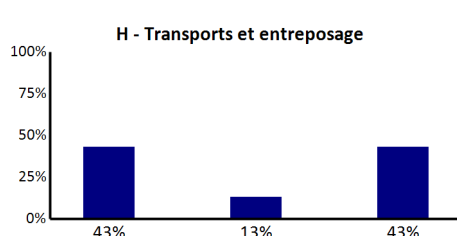
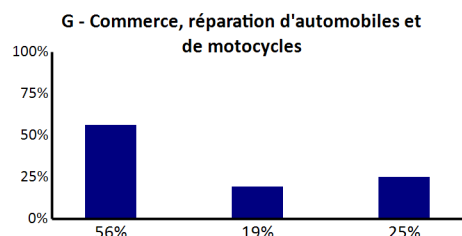
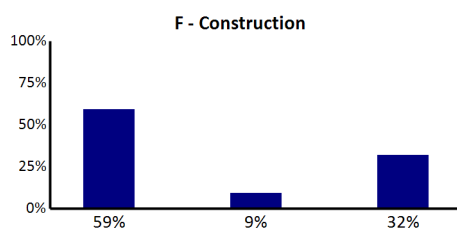
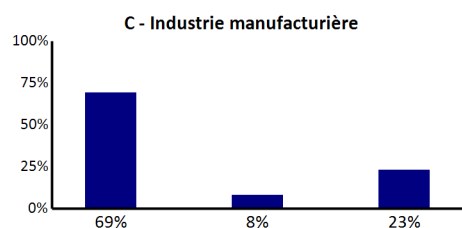
Les trois secteurs qui recrutent le plus de frontaliers sont "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (16%), "Construction" (13%) et "Activités de services administratifs et de soutien" (11%).

Les trois secteurs qui recrutent le plus de résidents étrangers sont "Hébergement et restauration" (14%), "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (13%) et "Activités financières et d'assurance" (11%).

Globalement, la part que représente chaque secteur dans l'ensemble des fins de contrat concernant les frontaliers, les résidents luxembourgeois et étrangers est très proche de celle qu'il représente dans les recrutements.

Guide de lecture : Les recrutements de résidents luxembourgeois dans le secteur "Industrie manufacturière" représentent 2% de l'ensemble des recrutements de résidents luxembourgeois. Les recrutements de résidents étrangers dans ce secteur représentent 3% de l'ensemble des recrutements de résidents étrangers. Pour les frontaliers, ce chiffre s'établit à 7%.

6.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon la nationalité et la résidence



Les graphiques ci-contre représentent, pour les secteurs d'activité les plus importants en termes d'emplois, la structure des recrutements qui y sont réalisés. Ces graphiques illustrent le fait que les trois groupes de main-d'œuvre, frontaliers, résidents luxembourgeois et résidents étrangers, se positionnent de façon très différenciée selon les secteurs d'activité.

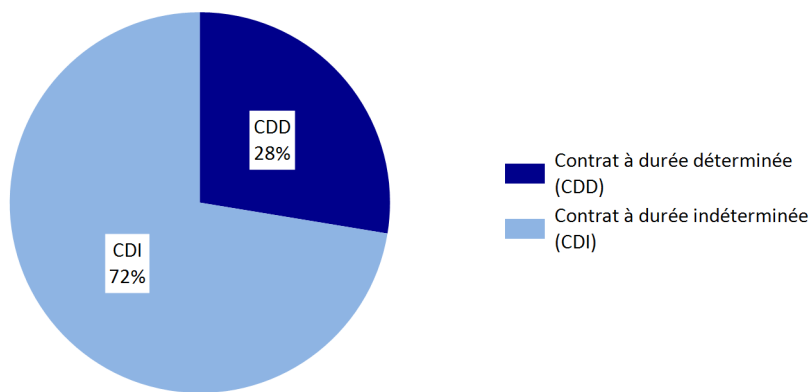
Certains secteurs se caractérisent par une très forte concentration de frontaliers dans les recrutements, par exemple "Industrie manufacturière", "Construction" et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles".

Dans d'autres secteurs, on observe soit une forte concentration de résidents étrangers (ces derniers représentent par exemple 53% des recrutements réalisés dans "Hébergement et restauration"), soit une forte concentration de résidents luxembourgeois (comme dans "Administration publique" ou "Santé humaine et action sociale" où ils représentent respectivement 80% et 36% des recrutements).

Guide de lecture : Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre juin 2023 et juin 2024, 69% concernent des frontaliers, 8% des résidents luxembourgeois et 23% des résidents étrangers.

7. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le type de contrat⁹

7.1. Répartition globale des recrutements selon le type de contrat

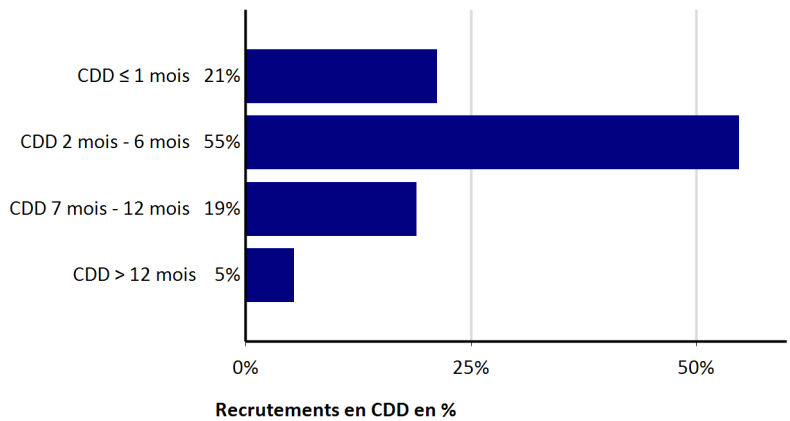


Guide de lecture : Ce graphique indique la répartition des recrutements entre CDI et CDD. Parmi les 141 800 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre juin 2023 et juin 2024, 28% sont des contrats à durée déterminée et 72% des contrats à durée indéterminée.

La part de contrat à durée déterminée (CDD) dans les recrutements, qui s'élève à 28%, est beaucoup plus importante que celle qui est observée dans le stock d'emplois. En effet, parmi l'ensemble des salariés actifs non intérimaires au Luxembourg au 28 juin 2024, seuls 5% ont un CDD tandis que 95% bénéficient d'un CDI.

Cette différence entre la part de CDD dans les recrutements et dans l'emploi salarié (hors intérimaires) est tout à fait normale puisque, les CDD, ayant une durée de vie plus courte, sont proportionnellement moins nombreux dans le stock.

7.2. Répartition des recrutements en CDD selon la durée du contrat

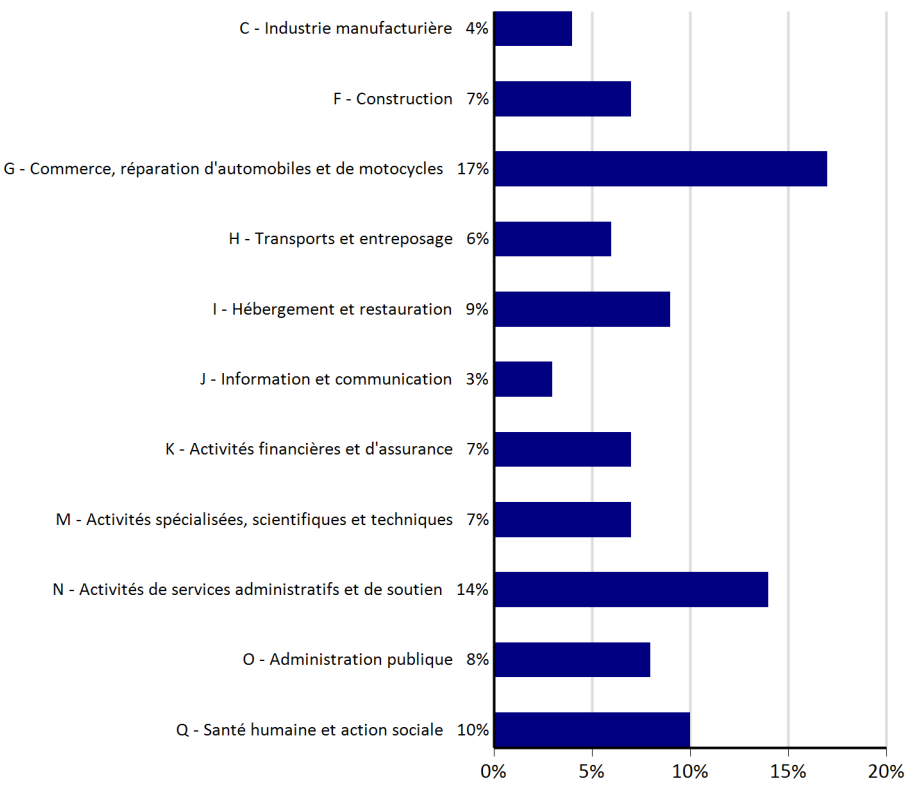


Guide de lecture : Ce graphique décompose les 28% de CDD selon la durée des contrats : 21% ont une durée inférieure ou égale à un mois ; 55% sont prévus pour une durée comprise entre 2 mois et 6 mois ; 19% s'échelonnent entre 7 et 12 mois et 5% ont une durée supérieure à 12 mois.

Parmi les recrutements en CDD, près des 3/4 correspondent à des contrats courts inférieurs ou égaux à 6 mois. Seuls 5% des CDD ont une durée supérieure à 12 mois.

⁹Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 7 de l'annexe.

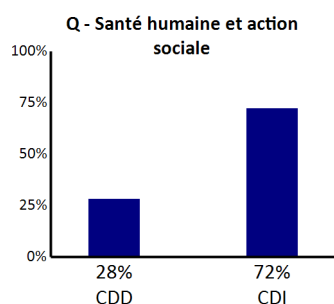
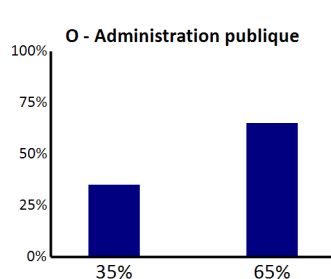
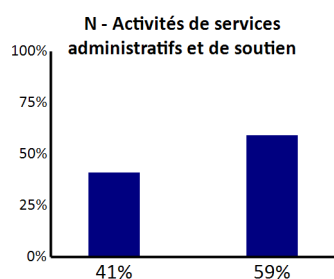
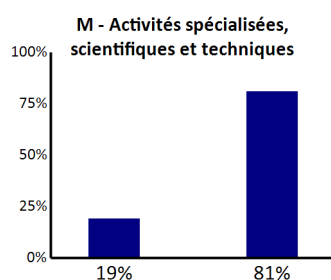
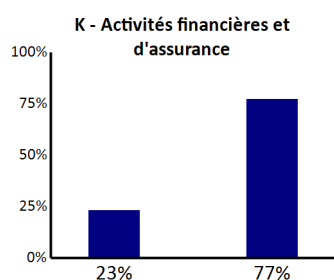
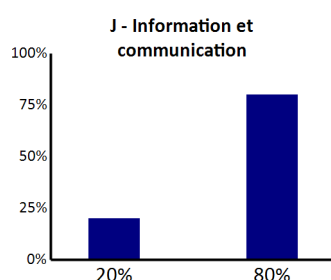
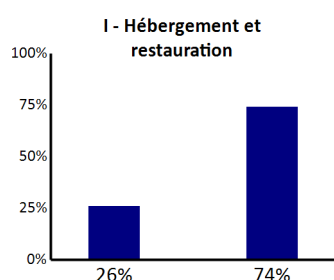
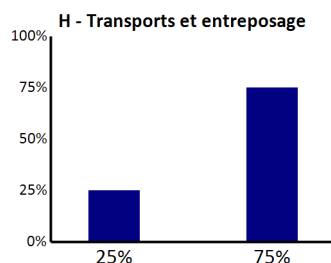
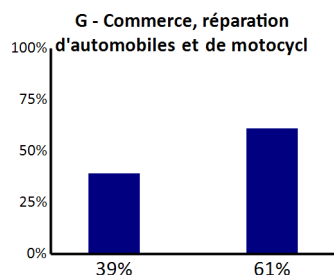
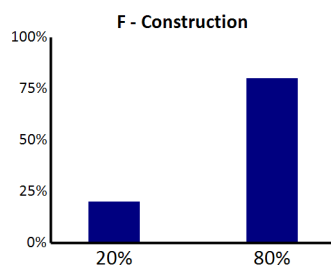
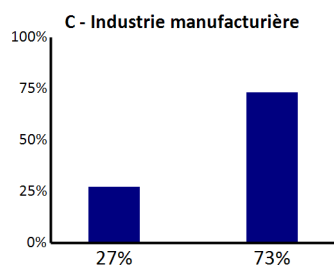
7.3. Structure des recrutements en CDD selon le secteur d'activité



41% des recrutements en CDD sont concentrés dans trois secteurs d'activité, qui représentent ensemble 31% du total des recrutements. Il s'agit de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (qui recrute 17% des CDD), de "Activités de services administratifs et de soutien" (14%) et de "Santé humaine et action sociale" (10%).

Guide de lecture : Le secteur "Industrie manufacturière" représente 4% des recrutements en CDD.

7.4. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon le type de contrat



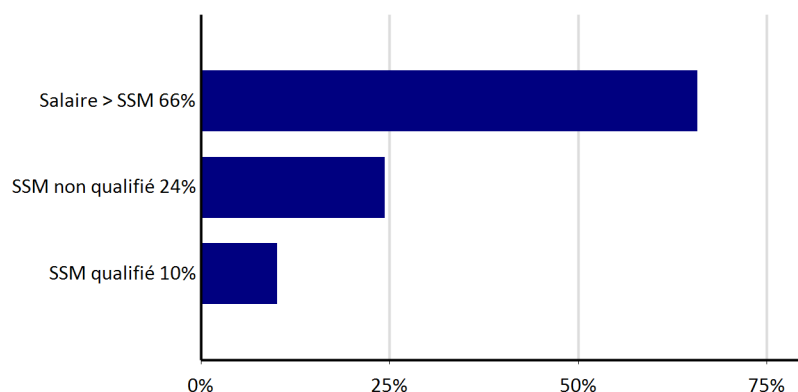
Dans certains secteurs, la part de CDD dans les recrutements est supérieure à la moyenne, qui s'établit, comme l'indique le graphique 7.1, à 28%. Il s'agit des secteurs "Activités de services administratifs et de soutien", qui incluent les entreprises de nettoyage (41% des recrutements dans ce secteur sont des CDD), de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (39%), de "Administration publique" (35%) et de "Santé humaine et action sociale" (28%). Pour l'administration publique, les CDD concernent essentiellement des salariés qui exercent des fonctions d'enseignement (voir tableau 7 en annexe).

A contrario, d'autres secteurs affichent une part de recrutements en CDD inférieure à la moyenne : "Activités financières et d'assurance" (23%), "Construction" (20%), "Information et communication" (20%) et "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (19%). Pour l'HORECA, il est possible que le manque de main-d'œuvre contraigne les employeurs à proposer des CDI, de manière à accroître l'attractivité du secteur.

Guide de lecture : Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre juin 2023 et juin 2024, 73% concernent des CDI et 27% des CDD.

8. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire rémunérés au voisinage du salaire social minimum¹⁰

8.1. Répartition globale des recrutements selon la rémunération



Guide de lecture : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre juin 2023 et juin 2024, 34% (= 24% + 10%) sont rémunérés au voisinage du salaire social minimum (SSM).

Le fait de parler de rémunération au voisinage du SSM et non de rémunération au SSM est volontaire et reflète les difficultés à identifier de façon précise les salariés percevant le salaire social minimum.

Selon la méthodologie utilisée par l'IGSS, un salarié est rémunéré au voisinage du SSM au 31 mars d'une année donnée,

- si son salaire horaire est inférieur ou égal à 102% du SSM horaire pour travailleurs *non qualifiés*
- si son salaire horaire est compris entre 100% et 102% du SSM horaire pour travailleurs *qualifiés*.

Le fait d'étendre l'intervalle à 102% du SSM horaire s'explique ainsi : certains salariés qui ont un contrat de travail prévoyant une rémunération au SSM peuvent bénéficier de compléments de rémunération qui ne sont pas déclarés séparément du salaire de base dans les fichiers du centre commun de la sécurité sociale. En conséquence, ces salariés seraient considérés à tort comme ayant un salaire supérieur au SSM si on se contentait de dénombrer les salariés présentant un salaire de base égal au SSM.

La part de recrutements rémunérés au voisinage du salaire social minimum, qui s'élève à 34%, est beaucoup plus importante que celle qui est observée dans le stock d'emplois. En effet, parmi l'ensemble des salariés actifs non intérimaires au Luxembourg au 29 mars 2024, seuls 15% sont rémunérés au voisinage du SSM.

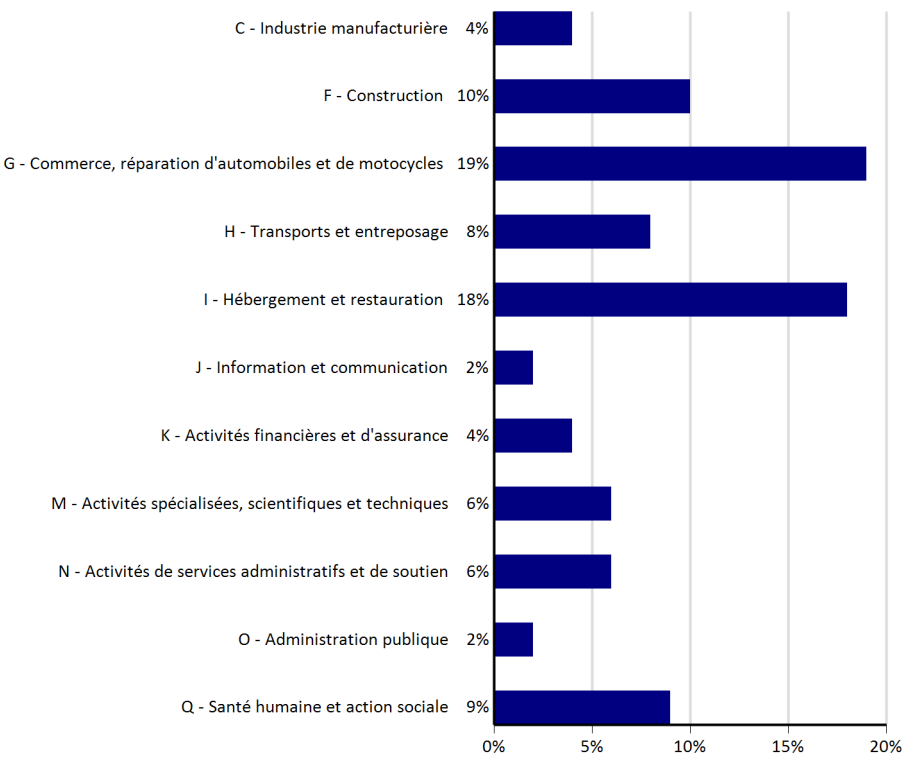
Cette différence entre la part d'emplois rémunérés au SSM dans les recrutements et dans l'emploi salarié (hors intérimaires) s'explique par deux éléments :

- Il y a un turn over plus important sur les emplois rémunérés au SSM puisqu'ils correspondent à des emplois peu qualifiés.
- Le salaire des personnes recrutées au SSM et se maintenant en emploi peut évoluer au fur et à mesure de la carrière et dépasser le SSM.

Dans 71% des recrutements rémunérés au voisinage du SSM, il s'agit du SSM non qualifié, correspondant en juin 2024 à 2 571 € par mois pour un temps plein. Le SSM qualifié concerne 29% des recrutements rémunérés au salaire social minimum et s'élève en juin 2024 à 3 085 € par mois.

¹⁰Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 8 de l'annexe.

8.2. Structure des recrutements rémunérés au voisinage du SSM selon le secteur d'activité

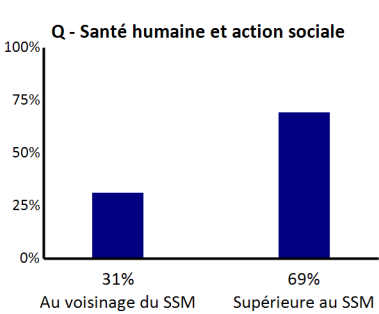
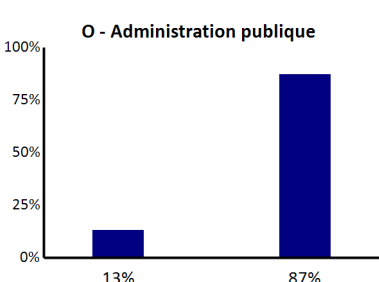
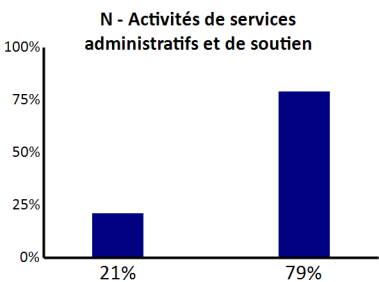
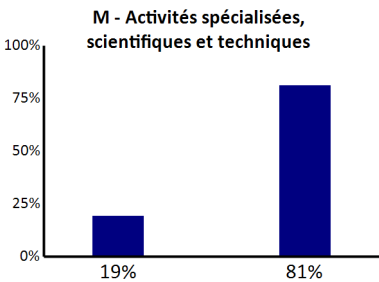
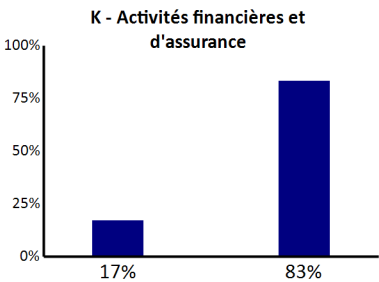
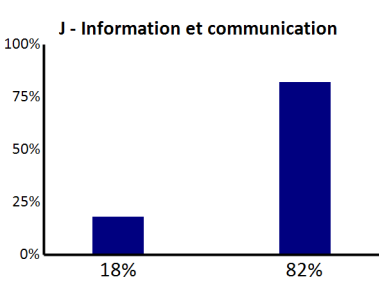
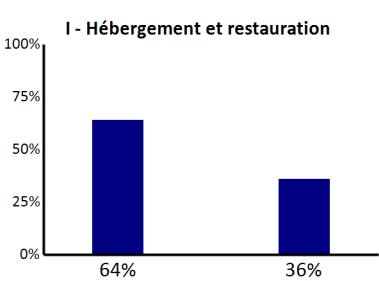
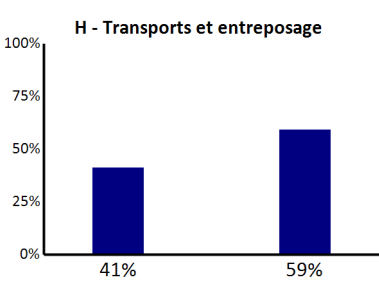
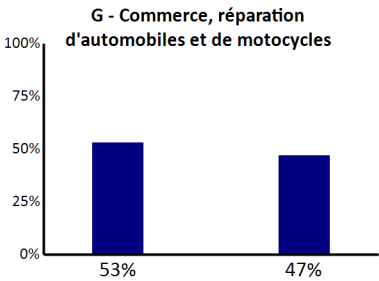
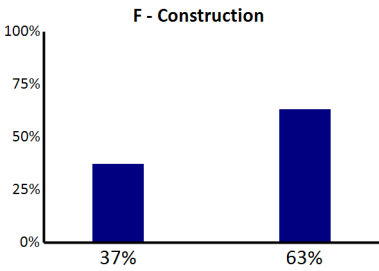
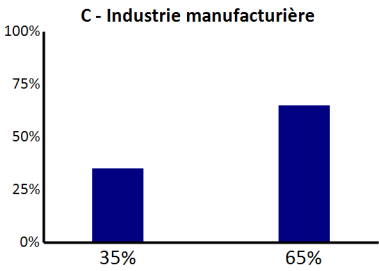


37% des recrutements rémunérés au voisinage du SSM sont concentrés dans deux secteurs d'activité, qui représentent ensemble 22% du total des recrutements. Il s'agit de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" et de "Hébergement et restauration" (qui représentent 19% et 18% des recrutements au voisinage du SSM).

Les secteurs "Construction" et "Santé humaine et action sociale" représentent à eux deux 19% des recrutements au SSM.

Guide de lecture : Le secteur "Industrie manufacturière" représente 4% des recrutements rémunérés au voisinage du salaire social minimum.

8.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon la rémunération



Dans certains secteurs, la part de recrutements au voisinage du SSM est supérieure à la moyenne, qui s'établit à 34%. Il s'agit de "Hébergement et restauration" (64% des recrutements dans ce secteur sont rémunérés au voisinage du SSM), de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (53%) et de "Transports et entreposage" (41%) (voir tableau 8 en annexe).

A contrario, d'autres secteurs affichent une part de recrutements au voisinage du SSM inférieure à la moyenne, notamment "Activités financières et d'assurance" (17%) ainsi que "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (19%).

Guide de lecture : Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre juin 2023 et juin 2024, 35% sont rémunérés au voisinage du salaire social minimum.

Note méthodologique

Définitions et méthodes

Les recrutements et les fins de contrat sont identifiés à partir des affiliations des individus auprès du système de sécurité sociale luxembourgeois.

- Une personne absente des fichiers de la sécurité sociale à la fin du mois t et présente dans les fichiers à la fin du mois $t+1$ est comptabilisée comme un recrutement.
- Une personne présente dans les fichiers de la sécurité sociale à la fin du mois t et absente des fichiers à la fin du mois $t+1$ est comptabilisée comme une fin de contrat.
- Une personne présente dans les fichiers à la fin des deux mois mais ayant changé d'employeur entre ces deux mois est comptabilisée comme une fin de contrat (auprès de l'ancien employeur) et comme un recrutement (auprès du nouvel employeur).

Les changements d'emploi au sein d'un même employeur ne sont comptabilisés ni dans les recrutements, ni dans les fins de contrat.

La succession de contrats pour une même personne dans la même entreprise n'est pas comptabilisée. Ceci concerne également le travail intérimaire : une succession de plusieurs missions dans une même entreprise est considérée comme un seul contrat de travail et non pas comme une suite de plusieurs recrutements et plusieurs fins de contrat.

Une seule occupation par personne est prise en considération. En cas d'occupations multiples, l'occupation retenue est celle qui correspond au plus grand nombre d'heures de travail.

Parmi l'ensemble des recrutements, une très faible partie (environ 2%) ne correspond pas à de véritables recrutements mais à une reprise du travail à la suite d'un congé parental à temps plein. De la même manière, environ 2% des fins de contrat correspondent à des départs en congé parental à plein temps. Pour des raisons de cohérence entre les données de stock et de flux, il n'est pas possible d'exclure ces « faux » recrutements et ces « fausses » fins de contrat des chiffres présentés ici.

Données

Les chiffres présentés dans ce tableau de bord sont issus du Centre Commun de la Sécurité Sociale. Les traitements sont réalisés par l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS). Les données consolidées sont disponibles avec trois mois de retard.

Protection des données à caractère personnel

Pour des raisons de protection des données à caractère personnel, les effectifs réels sont arrondis à la dizaine inférieure ou supérieure. Ainsi, un effectif réel de 0, 10 ou tout multiple de 10 garde sa valeur réelle ; un effectif réel compris entre 1 et 9 est arrondi soit à 0 soit à 10 ; un effectif réel entre 11 et 19 est arrondi soit à 10 soit à 20, etc. En conséquence, la valeur 0 signifie une valeur réelle comprise entre 0 et 9, 10 une valeur réelle comprise entre 1 et 19, etc.

Le logiciel spécialisé TAU-ARGUS (<https://research.cbs.nl/casc/tau.htm>) est utilisé pour arrondir les effectifs de façon à respecter l'additivité autant que possible. Les effectifs réels sont arrondis à la dizaine inférieure ou supérieure (mais pas nécessairement la dizaine la plus proche) de façon à réduire les risques d'identification et de divulgation.

A cause de l'arrondi, la valeur d'un même indicateur peut légèrement différer dans des tableaux distincts.

Limites dans l'utilisation des arrondis

Attention, comme un écart maximal de 9 est possible entre l'effectif réel et l'effectif arrondi, le calcul de pourcentages réalisé sur les effectifs arrondis peut être différent de celui réalisé sur les effectifs réels. C'est le cas par exemple du calcul d'une évolution ou du calcul de la part que représente un groupe de personnes dans une population donnée. En particulier, quand les effectifs sont petits (sous le millier), les pourcentages calculés peuvent être sensiblement surestimés ou sous-estimés et les évolutions masquées ou inversées. C'est pourquoi il convient d'être très prudent lors de l'analyse de petits effectifs. Toutefois, quel que soit l'effectif, s'il existe une tendance forte à la hausse ou à la baisse, cette tendance sera également observée sur les effectifs arrondis.

Ce tableau de bord a été réalisé dans le cadre du Réseau d'étude sur le marché du travail et de l'emploi (RETEL).

La Cellule Emploi-Travail de l'IGSS remercie les membres du réseau pour leur participation.

Le RETEL constitue un observatoire de l'emploi regroupant les principaux producteurs et utilisateurs de données sur le marché du travail au Luxembourg. Il a pour objectif d'améliorer les connaissances par rapport à l'emploi et au chômage, ceci à travers de nouveaux indicateurs, de nouvelles études et l'organisation de conférences.

Vous pouvez consulter les tableaux de bord dans la rubrique "Statistiques" du portail de l'emploi :

<http://www.adem.public.lu/fr/marche-emploi-luxembourg/faits-et-chiffres/statistiques/igss/index.html>

Pour nous contacter : exclusivement par email à l'adresse cet@igss.etat.lu

ANNEXES

Liste des tableaux

Tableau 1 - Nombre de recrutements salariés intérimaires et non intérimaires par mois	24
Tableau 2 - Nombre de fins de contrat salariés intérimaires et non intérimaires par mois	24
Tableau 3 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité	25
Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre	26
Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge	29
Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence	33
Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat	37
Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum	40

Tableau 1 - Nombre de recrutements salariés intérimaires et non intérimaires par mois (juin 2023 - juin 2024)

	juin-juil. 2023	juil.-août 2023	août-sept. 2023	sept.-oct. 2023	oct.-nov. 2023	nov.-déc. 2023	déc.-janv. 2024	janv.-févr. 2024	févr.-mars 2024	mars-avr. 2024	avr.-mai 2024	mai-juin 2024	Total annuel
Salariés non-intérimaires	10 650	9 910	18 690	13 920	11 160	7 670	14 010	11 060	11 790	11 790	10 450	10 700	141 800
Salariés intérimaires	1 470	2 910	2 800	1 830	2 150	890	3 980	2 060	2 070	2 150	2 040	2 290	26 640
Total	12 120	12 820	21 490	15 750	13 310	8 560	17 990	13 120	13 860	13 940	12 490	12 990	168 440

Tableau 2 - Nombre de fins de contrat salariés intérimaires et non intérimaires par mois (juin 2023 - juin 2024)

	juin-juil. 2023	juil.-août 2023	août-sept. 2023	sept.-oct. 2023	oct.-nov. 2023	nov.-déc. 2023	déc.-janv. 2024	janv.-févr. 2024	févr.-mars 2024	mars-avr. 2024	avr.-mai 2024	mai-juin 2024	Total annuel
Salariés non-intérimaires	14 210	11 590	13 910	12 070	9 710	10 390	14 180	10 010	10 120	11 500	10 140	9 940	137 770
Salariés intérimaires	4 440	1 530	1 720	2 470	1 620	4 910	1 210	1 560	1 910	1 920	1 690	1 860	26 840
Total	18 650	13 120	15 630	14 540	11 330	15 300	15 390	11 570	12 030	13 420	11 830	11 800	164 610

Tableau 3 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité (juin 2023 - juin 2024)

	Recrutements 1	Fins de contrat 2	% du secteur dans les recrutements	% du secteur dans les fins de contrat	Création nette d'emplois (CNE) 1-2	Contribution du secteur à la CNE	Emplois salariés non intérimaires en juin 2024	
							Nombre	%
A - Agriculture, sylviculture et pêche	710	640	0,5%	0,5%	70	1,7%	1 680	0,3%
B - Industries extractives	30	30	0,0%	0,0%	0	0,0%	260	0,1%
C - Industrie manufacturière	6 030	6 670	4,3%	4,8%	- 640	-15,8%	31 110	6,4%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	310	210	0,2%	0,2%	100	2,5%	1 920	0,4%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	350	310	0,2%	0,2%	40	1,0%	2 130	0,4%
F - Construction	12 820	15 810	9,0%	11,5%	-2 990	-74,0%	48 480	10,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	17 360	17 040	12,2%	12,4%	320	7,9%	52 870	10,9%
H - Transports et entreposage	8 950	8 370	6,3%	6,1%	580	14,4%	34 560	7,1%
I - Hébergement et restauration	13 700	13 530	9,7%	9,8%	170	4,2%	23 440	4,8%
J - Information et communication	5 580	5 640	3,9%	4,1%	- 60	-1,5%	22 630	4,6%
K - Activités financières et d'assurance	12 170	11 750	8,6%	8,5%	420	10,4%	54 730	11,2%
L - Activités immobilières	1 180	1 280	0,8%	0,9%	- 100	-2,5%	3 250	0,7%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	14 820	14 310	10,5%	10,4%	510	12,6%	48 980	10,1%
N - Activités de services administratifs et de soutien	12 970	12 370	9,1%	9,0%	600	14,9%	28 190	5,8%
O - Administration publique	8 840	6 700	6,2%	4,9%	2 140	53,0%	57 690	11,9%
P - Enseignement (privé)	1 850	1 680	1,3%	1,2%	170	4,2%	6 140	1,3%
Q - Santé humaine et action sociale	13 760	12 070	9,7%	8,8%	1 690	41,8%	49 290	10,1%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	1 270	1 180	0,9%	0,9%	90	2,2%	2 980	0,6%
S - Autres activités de services	2 480	2 420	1,7%	1,8%	60	1,5%	7 370	1,5%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	3 700	3 850	2,6%	2,8%	- 150	-3,7%	5 570	1,1%
U - Activités extra-territoriales	230	200	0,2%	0,1%	30	0,7%	830	0,2%
Z - Non déterminé	2 690	1 700	1,9%	1,2%	990	24,5%	2 730	0,6%
Total	141 800	137 760	100,0%	100,0%	4 040	100,0%	486 830	100,0%

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (juin 2023 - juin 2024) – partie 1

	Recrutements			Fins de contrat			% du secteur dans les recrutements		% du secteur dans les fins de contrat	
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
A - Agriculture, sylviculture et pêche	180	530	710	170	470	640	0,3%	0,7%	0,3%	0,6%
B - Industries extractives	0	30	30	0	30	30	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
C - Industrie manufacturière	1 350	4 680	6 030	1 370	5 300	6 670	2,0%	6,2%	2,2%	7,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	80	230	310	60	150	210	0,1%	0,3%	0,1%	0,2%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	70	280	350	50	260	310	0,1%	0,4%	0,1%	0,3%
F - Construction	1 260	11 560	12 820	1 470	14 340	15 810	1,9%	15,2%	2,4%	19,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	8 110	9 250	17 360	8 090	8 950	17 040	12,3%	12,2%	13,0%	11,8%
H - Transports et entreposage	1 370	7 580	8 950	1 200	7 170	8 370	2,1%	10,0%	1,9%	9,5%
I - Hébergement et restauration	6 820	6 880	13 700	6 800	6 730	13 530	10,3%	9,1%	10,9%	8,9%
J - Information et communication	1 730	3 850	5 580	1 760	3 880	5 640	2,6%	5,1%	2,8%	5,1%
K - Activités financières et d'assurance	5 750	6 420	12 170	5 500	6 250	11 750	8,7%	8,5%	8,8%	8,3%
L - Activités immobilières	640	540	1 180	660	620	1 280	1,0%	0,7%	1,1%	0,8%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	7 090	7 730	14 820	6 810	7 500	14 310	10,8%	10,2%	11,0%	9,9%
N - Activités de services administratifs et de soutien	8 090	4 880	12 970	7 810	4 560	12 370	12,3%	6,4%	12,6%	6,0%
O - Administration publique	4 970	3 870	8 840	3 800	2 900	6 700	7,5%	5,1%	6,1%	3,8%
P - Enseignement (privé)	1 060	790	1 850	950	730	1 680	1,6%	1,0%	1,5%	1,0%
Q - Santé humaine et action sociale	10 110	3 650	13 760	8 920	3 150	12 070	15,3%	4,8%	14,3%	4,2%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	530	740	1 270	490	690	1 180	0,8%	1,0%	0,8%	0,9%
S - Autres activités de services	1 740	740	2 480	1 700	720	2 420	2,6%	1,0%	2,7%	1,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	3 570	130	3 700	3 710	140	3 850	5,4%	0,2%	6,0%	0,2%
U - Activités extra-territoriales	180	50	230	150	50	200	0,3%	0,1%	0,2%	0,1%
Z - Non déterminé	1 210	1 480	2 690	720	980	1 700	1,8%	2,0%	1,2%	1,3%
Total	65 910	75 890	141 800	62 190	75 570	137 760	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (juin 2023 - juin 2024) – partie 2

	% des recrutements dans le secteur		
	Femmes	Hommes	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	25,4%	74,6%	100,0%
B - Industries extractives	0,0%	100,0%	100,0%
C - Industrie manufacturière	22,4%	77,6%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	25,8%	74,2%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	20,0%	80,0%	100,0%
F - Construction	9,8%	90,2%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	46,7%	53,3%	100,0%
H - Transports et entreposage	15,3%	84,7%	100,0%
I - Hébergement et restauration	49,8%	50,2%	100,0%
J - Information et communication	31,0%	69,0%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	47,2%	52,8%	100,0%
L - Activités immobilières	54,2%	45,8%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	47,8%	52,2%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	62,4%	37,6%	100,0%
O - Administration publique	56,2%	43,8%	100,0%
P - Enseignement	57,3%	42,7%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	73,5%	26,5%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	41,7%	58,3%	100,0%
S - Autres activités de services	70,2%	29,8%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	96,5%	3,5%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	78,3%	21,7%	100,0%
Z - Non déterminé	45,0%	55,0%	100,0%

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (juin 2023 - juin 2024) – partie 3

	Emplois salariés hors intérimaires en juin 2024			% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en juin 2024	
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
A - Agriculture, sylviculture et pêche	410	1 270	1 680	0,2%	0,4%
B - Industries extractives	30	230	260	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	5 850	25 260	31 110	2,9%	8,9%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	330	1 590	1 920	0,2%	0,6%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	320	1 810	2 130	0,2%	0,6%
F - Construction	4 560	43 920	48 480	2,2%	15,5%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	23 040	29 830	52 870	11,3%	10,5%
H - Transports et entreposage	4 970	29 590	34 560	2,4%	10,5%
I - Hébergement et restauration	12 010	11 430	23 440	5,9%	4,0%
J - Information et communication	5 850	16 780	22 630	2,9%	5,9%
K - Activités financières et d'assurance	24 520	30 210	54 730	12,0%	10,7%
L - Activités immobilières	1 690	1 560	3 250	0,8%	0,6%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	21 600	27 380	48 980	10,6%	9,7%
N - Activités de services administratifs et de soutien	15 720	12 470	28 190	7,7%	4,4%
O - Administration publique	29 080	28 610	57 690	14,3%	10,1%
P - Enseignement (privé)	3 400	2 740	6 140	1,7%	1,0%
Q - Santé humaine et action sociale	36 980	12 310	49 290	18,1%	4,3%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	1 210	1 770	2 980	0,6%	0,6%
S - Autres activités de services	5 130	2 240	7 370	2,5%	0,8%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	5 310	260	5 570	2,6%	0,1%
U - Activités extra-territoriales	550	280	830	0,3%	0,1%
Z - Non déterminé	1 220	1 510	2 730	0,6%	0,5%
Total	203 780	283 050	486 830	100,0%	100,0%

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (juin 2023 - juin 2024) – partie 1

	Recrutements						Fins de contrat					
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	Total	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	190	200	140	100	80	710	130	170	140	100	90	630
B - Industries extractives	10	20	0	0	0	30	0	0	10	10	10	30
C - Industrie manufacturière	1 140	2 060	1 660	880	290	6 030	800	1 940	1 750	970	1 200	6 660
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	50	140	80	40	10	320	30	80	40	30	30	210
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	40	140	110	40	20	350	20	90	90	50	70	320
F - Construction	2 130	3 660	3 400	2 630	990	12 810	1 840	4 090	4 170	3 280	2 430	15 810
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	5 760	5 460	3 460	1 960	710	17 350	4 690	5 200	3 440	2 060	1 650	17 040
H - Transports et entreposage	1 350	2 720	2 480	1 650	750	8 950	870	2 320	2 200	1 610	1 380	8 380
I - Hébergement et restauration	3 610	4 330	2 960	2 010	790	13 700	3 110	4 280	2 970	2 090	1 080	13 530
J - Information et communication	950	2 330	1 390	680	230	5 580	600	2 150	1 590	760	540	5 640
K - Activités financières et d'assurance	2 180	4 910	3 100	1 480	500	12 170	1 500	3 980	3 050	1 720	1 500	11 750
L - Activités immobilières	130	370	270	290	120	1 180	90	350	310	320	210	1 280
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	3 520	6 460	2 920	1 370	540	14 810	2 090	6 400	3 180	1 630	1 010	14 310
N - Activités de services administratifs et de soutien	2 690	4 070	3 130	2 270	810	12 970	2 230	3 740	2 990	2 260	1 150	12 370
O - Administration publique	2 300	3 440	1 920	860	320	8 840	1 450	2 120	1 170	630	1 330	6 700
P - Enseignement (privé)	450	780	370	170	90	1 860	350	660	360	150	160	1 680
Q - Santé humaine et action sociale	2 560	5 520	3 140	1 790	750	13 760	1 530	4 630	2 680	1 660	1 570	12 070
R - Arts, spectacles et activités récréatives	360	450	220	140	100	1 270	300	400	210	140	130	1 180
S - Autres activités de services	520	870	570	340	190	2 490	400	830	560	330	300	2 420
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	60	340	680	1 340	1 280	3 700	60	340	700	1 360	1 400	3 860
U - Activités extra-territoriales	0	40	80	70	40	230	10	40	40	60	50	200
Z - Non déterminé	170	750	770	660	340	2 690	90	410	450	450	300	1 700
Total	30 170	49 060	32 850	20 770	8 950	141 800	22 190	44 220	32 100	21 670	17 590	137 770

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (juin 2023 - juin 2024) – partie 2

	% du secteur dans les recrutements					% du secteur dans les fins de contrat				
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans
A - Agriculture, sylviculture et pêche	0,6%	0,4%	0,4%	0,5%	0,9%	0,6%	0,4%	0,4%	0,5%	0,5%
B - Industries extractives	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	3,8%	4,2%	5,1%	4,2%	3,2%	3,6%	4,4%	5,5%	4,5%	6,8%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0,2%	0,3%	0,2%	0,2%	0,1%	0,1%	0,2%	0,1%	0,1%	0,2%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,1%	0,3%	0,3%	0,2%	0,2%	0,1%	0,2%	0,3%	0,2%	0,4%
F - Construction	7,1%	7,5%	10,4%	12,7%	11,1%	8,3%	9,2%	13,0%	15,1%	13,8%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	19,1%	11,1%	10,5%	9,4%	7,9%	21,1%	11,8%	10,7%	9,5%	9,4%
H - Transports et entreposage	4,5%	5,5%	7,5%	7,9%	8,4%	3,9%	5,2%	6,9%	7,4%	7,8%
I - Hébergement et restauration	12,0%	8,8%	9,0%	9,7%	8,8%	14,0%	9,7%	9,3%	9,6%	6,1%
J - Information et communication	3,1%	4,7%	4,2%	3,3%	2,6%	2,7%	4,9%	5,0%	3,5%	3,1%
K - Activités financières et d'assurance	7,2%	10,0%	9,4%	7,1%	5,6%	6,8%	9,0%	9,5%	7,9%	8,5%
L - Activités immobilières	0,4%	0,8%	0,8%	1,4%	1,3%	0,4%	0,8%	1,0%	1,5%	1,2%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	11,7%	13,2%	8,9%	6,6%	6,0%	9,4%	14,5%	9,9%	7,5%	5,7%
N - Activités de services administratifs et de soutien	8,9%	8,3%	9,5%	10,9%	9,1%	10,0%	8,5%	9,3%	10,4%	6,5%
O - Administration publique	7,6%	7,0%	5,8%	4,1%	3,6%	6,5%	4,8%	3,6%	2,9%	7,6%
P - Enseignement (privé)	1,5%	1,6%	1,1%	0,8%	1,0%	1,6%	1,5%	1,1%	0,7%	0,9%
Q - Santé humaine et action sociale	8,5%	11,3%	9,6%	8,6%	8,4%	6,9%	10,5%	8,3%	7,7%	8,9%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	1,2%	0,9%	0,7%	0,7%	1,1%	1,4%	0,9%	0,7%	0,6%	0,7%
S - Autres activités de services	1,7%	1,8%	1,7%	1,6%	2,1%	1,8%	1,9%	1,7%	1,5%	1,7%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	0,2%	0,7%	2,1%	6,5%	14,3%	0,3%	0,8%	2,2%	6,3%	8,0%
U - Activités extra-territoriales	0,0%	0,1%	0,2%	0,3%	0,4%	0,0%	0,1%	0,1%	0,3%	0,3%
Z - Non déterminé	0,6%	1,5%	2,3%	3,2%	3,8%	0,4%	0,9%	1,4%	2,1%	1,7%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (juin 2023 - juin 2024) – partie 3

	% des recrutements dans le secteur					Total
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	
A - Agriculture, sylviculture et pêche	26,8%	28,2%	19,7%	14,1%	11,3%	100,0%
B - Industries extractives	33,3%	66,7%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%
C - Industrie manufacturière	18,9%	34,2%	27,5%	14,6%	4,8%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	15,6%	43,8%	25,0%	12,5%	3,1%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	11,4%	40,0%	31,4%	11,4%	5,7%	100,0%
F - Construction	16,6%	28,6%	26,5%	20,5%	7,7%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	33,2%	31,5%	19,9%	11,3%	4,1%	100,0%
H - Transports et entreposage	15,1%	30,4%	27,7%	18,4%	8,4%	100,0%
I - Hébergement et restauration	26,4%	31,6%	21,6%	14,7%	5,8%	100,0%
J - Information et communication	17,0%	41,8%	24,9%	12,2%	4,1%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	17,9%	40,3%	25,5%	12,2%	4,1%	100,0%
L - Activités immobilières	11,0%	31,4%	22,9%	24,6%	10,2%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	23,8%	43,6%	19,7%	9,3%	3,6%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	20,7%	31,4%	24,1%	17,5%	6,2%	100,0%
O - Administration publique	26,0%	38,9%	21,7%	9,7%	3,6%	100,0%
P - Enseignement (privé)	24,2%	41,9%	19,9%	9,1%	4,8%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	18,6%	40,1%	22,8%	13,0%	5,5%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	28,3%	35,4%	17,3%	11,0%	7,9%	100,0%
S - Autres activités de services	20,9%	34,9%	22,9%	13,7%	7,6%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	1,6%	9,2%	18,4%	36,2%	34,6%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	0,0%	17,4%	34,8%	30,4%	17,4%	100,0%
Z - Non déterminé	6,3%	27,9%	28,6%	24,5%	12,6%	100,0%

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (juin 2023 - juin 2024) – partie 4

	Emplois salariés hors intérimaires en juin 2024						% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en juin 2024				
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	Total	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans
A - Agriculture, sylviculture et pêche	230	450	400	340	250	1 670	0,8%	0,3%	0,3%	0,3%	0,4%
B - Industries extractives	10	40	60	90	60	260	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%
C - Industrie manufacturière	1 420	6 740	8 970	9 350	4 630	31 110	4,8%	5,2%	6,5%	7,5%	7,1%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	100	580	580	440	230	1 930	0,3%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	80	480	620	590	360	2 130	0,3%	0,4%	0,4%	0,5%	0,6%
F - Construction	2 880	10 050	13 080	14 120	8 350	48 480	9,8%	7,8%	9,5%	11,3%	12,8%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	5 320	13 230	14 320	13 060	6 950	52 880	18,2%	10,2%	10,4%	10,5%	10,7%
H - Transports et entreposage	1 720	7 590	9 750	9 950	5 550	34 560	5,9%	5,9%	7,1%	8,0%	8,5%
I - Hébergement et restauration	2 860	6 010	6 240	5 480	2 850	23 440	9,8%	4,6%	4,5%	4,4%	4,4%
J - Information et communication	950	6 800	7 010	5 440	2 430	22 630	3,2%	5,3%	5,1%	4,4%	3,7%
K - Activités financières et d'assurance	1 800	14 010	16 580	15 370	6 970	54 730	6,1%	10,8%	12,0%	12,3%	10,7%
L - Activités immobilières	140	740	870	840	660	3 250	0,5%	0,6%	0,6%	0,7%	1,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 990	19 320	13 550	8 680	4 430	48 970	10,2%	14,9%	9,8%	7,0%	6,8%
N - Activités de services administratifs et de soutien	1 800	6 870	8 020	7 670	3 830	28 190	6,1%	5,3%	5,8%	6,1%	5,9%
O - Administration publique	2 690	15 650	17 970	14 650	6 730	57 690	9,2%	12,1%	13,0%	11,7%	10,3%
P - Enseignement (privé)	310	1 920	1 720	1 440	750	6 140	1,1%	1,5%	1,2%	1,2%	1,2%
Q - Santé humaine et action sociale	3 100	15 010	13 550	11 600	6 030	49 290	10,6%	11,6%	9,8%	9,3%	9,2%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	240	820	810	660	450	2 980	0,8%	0,6%	0,6%	0,5%	0,7%
S - Autres activités de services	560	2 040	2 010	1 750	1 010	7 370	1,9%	1,6%	1,5%	1,4%	1,5%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	50	370	1 070	2 100	1 980	5 570	0,2%	0,3%	0,8%	1,7%	3,0%
U - Activités extra-territoriales	0	100	220	300	210	830	0,0%	0,1%	0,2%	0,2%	0,3%
Z - Non déterminé	60	560	780	840	490	2 730	0,2%	0,4%	0,6%	0,7%	0,8%
Total	29 310	129 380	138 180	124 760	65 200	486 830	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (juin 2023 - juin 2024) – partie 1

	Recrutements				Fins de contrat			
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Total	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	190	200	320	710	170	180	290	640
B - Industries extractives	20	0	10	30	20	0	10	30
C - Industrie manufacturière	4 160	470	1 400	6 030	4 380	810	1 480	6 670
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	120	110	80	310	80	90	40	210
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	200	100	50	350	200	60	50	310
F - Construction	7 620	1 090	4 110	12 820	8 890	1 440	5 480	15 810
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	9 720	3 300	4 340	17 360	9 290	3 670	4 080	17 040
H - Transports et entreposage	3 870	1 200	3 880	8 950	3 740	1 220	3 410	8 370
I - Hébergement et restauration	4 510	1 910	7 280	13 700	4 430	2 010	7 090	13 530
J - Information et communication	2 810	680	2 090	5 580	2 940	780	1 920	5 640
K - Activités financières et d'assurance	5 390	1 270	5 510	12 170	5 380	1 620	4 750	11 750
L - Activités immobilières	480	260	440	1 180	480	380	420	1 280
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	6 520	1 710	6 590	14 820	6 370	1 960	5 980	14 310
N - Activités de services administratifs et de soutien	6 600	1 250	5 120	12 970	6 120	1 390	4 860	12 370
O - Administration publique	770	7 110	960	8 840	460	5 670	570	6 700
P - Enseignement (privé)	450	580	820	1 850	420	540	720	1 680
Q - Santé humaine et action sociale	5 350	4 960	3 450	13 760	4 350	4 770	2 950	12 070
R - Arts, spectacles et activités récréatives	450	400	420	1 270	410	400	370	1 180
S - Autres activités de services	860	730	890	2 480	820	820	780	2 420
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	440	320	2 940	3 700	460	330	3 060	3 850
U - Activités extra-territoriales	60	40	130	230	50	40	110	200
Z - Non déterminé	530	590	1 570	2 690	180	510	1 010	1 700
Total	61 120	28 280	52 400	141 800	59 640	28 690	49 430	137 760

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (juin 2023 - juin 2024) – partie 2

	% du secteur dans les recrutements			% du secteur dans les fins de contrat		
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers
A - Agriculture, sylviculture et pêche	0,3%	0,7%	0,6%	0,3%	0,6%	0,6%
B - Industries extractives	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
C - Industrie manufacturière	6,8%	1,7%	2,7%	7,3%	2,8%	2,7%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0,2%	0,4%	0,2%	0,1%	0,3%	0,2%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,3%	0,4%	0,1%	0,3%	0,2%	0,1%
F - Construction	12,5%	3,9%	7,8%	14,9%	5,0%	7,8%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	15,9%	11,7%	8,3%	15,6%	12,8%	8,3%
H - Transports et entreposage	6,3%	4,2%	7,4%	6,3%	4,3%	7,4%
I - Hébergement et restauration	7,4%	6,8%	13,9%	7,4%	7,0%	13,9%
J - Information et communication	4,6%	2,4%	4,0%	4,9%	2,7%	4,0%
K - Activités financières et d'assurance	8,8%	4,5%	10,5%	9,0%	5,6%	10,5%
L - Activités immobilières	0,8%	0,9%	0,8%	0,8%	1,3%	0,8%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	10,7%	6,0%	12,6%	10,7%	6,8%	12,6%
N - Activités de services administratifs et de soutien	10,8%	4,4%	9,8%	10,3%	4,8%	9,8%
O - Administration publique	1,3%	25,1%	1,8%	0,8%	19,8%	1,8%
P - Enseignement (privé)	0,7%	2,1%	1,6%	0,7%	1,9%	1,6%
Q - Santé humaine et action sociale	8,8%	17,5%	6,6%	7,3%	16,6%	6,6%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	0,7%	1,4%	0,8%	0,7%	1,4%	0,8%
S - Autres activités de services	1,4%	2,6%	1,7%	1,4%	2,9%	1,7%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	0,7%	1,1%	5,6%	0,8%	1,2%	5,6%
U - Activités extra-territoriales	0,1%	0,1%	0,2%	0,1%	0,1%	0,2%
Z - Non déterminé	0,9%	2,1%	3,0%	0,3%	1,8%	3,0%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (juin 2023 - juin 2024) – partie 3

	% des recrutements dans le secteur			Total
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	
A - Agriculture, sylviculture et pêche	26,8%	28,2%	45,1%	100,0%
B - Industries extractives	66,7%	0,0%	33,3%	100,0%
C - Industrie manufacturière	69,0%	7,8%	23,2%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	38,7%	35,5%	25,8%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	57,1%	28,6%	14,3%	100,0%
F - Construction	59,4%	8,5%	32,1%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	56,0%	19,0%	25,0%	100,0%
H - Transports et entreposage	43,2%	13,4%	43,4%	100,0%
I - Hébergement et restauration	32,9%	13,9%	53,1%	100,0%
J - Information et communication	50,4%	12,2%	37,5%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	44,3%	10,4%	45,3%	100,0%
L - Activités immobilières	40,7%	22,0%	37,3%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	44,0%	11,5%	44,5%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	50,9%	9,6%	39,5%	100,0%
O - Administration publique	8,7%	80,4%	10,9%	100,0%
P - Enseignement	24,3%	31,4%	44,3%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	38,9%	36,0%	25,1%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	35,4%	31,5%	33,1%	100,0%
S - Autres activités de services	34,7%	29,4%	35,9%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	11,9%	8,6%	79,5%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	26,1%	17,4%	56,5%	100,0%
Z - Non déterminé	19,7%	21,9%	58,4%	100,0%

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (juin 2023 - juin 2024) – partie 4

	Emplois salariés hors intérimaires en juin 2024				% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en juin 2024		
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Total	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers
A - Agriculture, sylviculture et pêche	570	500	610	1 680	0,3%	0,4%	0,4%
B - Industries extractives	160	40	60	260	0,1%	0,0%	0,0%
C - Industrie manufacturière	22 120	3 270	5 720	31 110	10,0%	2,5%	4,2%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	600	1 070	250	1 920	0,3%	0,8%	0,2%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	1 060	820	250	2 130	0,5%	0,6%	0,2%
F - Construction	29 230	4 400	14 850	48 480	13,3%	3,4%	10,9%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	32 830	9 050	10 990	52 870	14,9%	7,0%	8,0%
H - Transports et entreposage	15 770	7 860	10 930	34 560	7,2%	6,1%	8,0%
I - Hébergement et restauration	8 900	3 050	11 490	23 440	4,0%	2,3%	8,4%
J - Information et communication	11 910	4 160	6 560	22 630	5,4%	3,2%	4,8%
K - Activités financières et d'assurance	25 350	9 590	19 790	54 730	11,5%	7,4%	14,5%
L - Activités immobilières	1 240	980	1 030	3 250	0,6%	0,8%	0,8%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	22 890	7 040	19 050	48 980	10,4%	5,4%	13,9%
N - Activités de services administratifs et de soutien	15 080	2 730	10 380	28 190	6,8%	2,1%	7,6%
O - Administration publique	4 690	48 900	4 100	57 690	2,1%	37,7%	3,0%
P - Enseignement (privé)	1 940	1 800	2 400	6 140	0,9%	1,4%	1,8%
Q - Santé humaine et action sociale	20 730	19 500	9 060	49 290	9,4%	15,0%	6,6%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	1 170	1 060	750	2 980	0,5%	0,8%	0,5%
S - Autres activités de services	2 630	2 540	2 200	7 370	1,2%	2,0%	1,6%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	850	700	4 020	5 570	0,4%	0,5%	2,9%
U - Activités extra-territoriales	270	140	420	830	0,1%	0,1%	0,3%
Z - Non déterminé	290	680	1 760	2 730	0,1%	0,5%	1,3%
Total	220 280	129 880	136 670	486 830	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat (juin 2023 - juin 2024) – partie 1

	Recrutements					CDI	Total	Fins de contrat			% du secteur dans les recrutements	
	CDD				Total			CDD	CDI	Total	CDD	CDI
	<= 1 mois	2 - 6 mois	7 - 12 mois	> 12 mois								
A - Agriculture, sylviculture et pêche	80	100	50	0	230	480	710	170	470	640	0,6%	0,5%
B - Industries extractives	0	0	0	0	0	30	30	0	30	30	0,0%	0,0%
C - Industrie manufacturière	240	960	390	30	1 620	4 410	6 030	1 080	5 590	6 670	4,1%	4,3%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0	10	10	0	20	290	310	10	200	210	0,1%	0,3%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0	20	30	0	50	300	350	10	300	310	0,1%	0,3%
F - Construction	630	1 590	320	40	2 580	10 240	12 820	2 240	13 570	15 810	6,6%	10,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	1 410	4 340	930	100	6 780	10 580	17 360	5 280	11 760	17 040	17,3%	10,3%
H - Transports et entreposage	380	1 270	560	40	2 250	6 700	8 950	1 450	6 920	8 370	5,8%	6,5%
I - Hébergement et restauration	820	2 110	630	60	3 620	10 080	13 700	3 000	10 530	13 530	9,3%	9,8%
J - Information et communication	240	610	160	80	1 090	4 490	5 580	960	4 680	5 640	2,8%	4,4%
K - Activités financières et d'assurance	110	1 900	630	210	2 850	9 320	12 170	2 250	9 500	11 750	7,3%	9,1%
L - Activités immobilières	30	90	40	10	170	1 010	1 180	120	1 160	1 280	0,4%	1,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	270	1 950	400	260	2 880	11 940	14 820	2 500	11 810	14 310	7,4%	11,6%
N - Activités de services administratifs et de soutien	2 240	2 530	470	50	5 290	7 680	12 970	4 070	8 300	12 370	13,5%	7,5%
O - Administration publique	930	720	1 020	410	3 080	5 760	8 840	2 340	4 360	6 700	7,9%	5,6%
P - Enseignement (privé)	80	490	210	360	1 140	710	1 850	1 050	630	1 680	2,9%	0,7%
Q - Santé humaine et action sociale	420	2 110	1 030	260	3 820	9 940	13 760	2 930	9 140	12 070	9,8%	9,7%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	170	190	210	70	640	630	1 270	600	580	1 180	1,6%	0,6%
S - Autres activités de services	120	260	160	70	610	1 870	2 480	460	1 960	2 420	1,6%	1,8%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	10	10	10	0	30	3 670	3 700	30	3 820	3 850	0,1%	3,6%
U - Activités extra-territoriales	40	30	90	10	170	60	230	120	80	200	0,4%	0,1%
Z - Non déterminé	60	90	50	10	210	2 480	2 690	130	1 570	1 700	0,5%	2,4%
Total	8 280	21 380	7 400	2 070	39 130	102 670	141 800	30 800	106 960	137 760	100,0%	100,0%

Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat (juin 2023 - juin 2024) – partie 2

	% des recrutements dans le secteur		Total
	CDD	CDI	
A - Agriculture, sylviculture et pêche	32,4%	67,6%	100,0%
B - Industries extractives	0,0%	100,0%	100,0%
C - Industrie manufacturière	26,9%	73,1%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	6,5%	93,5%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	14,3%	85,7%	100,0%
F - Construction	20,1%	79,9%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	39,1%	60,9%	100,0%
H - Transports et entreposage	25,1%	74,9%	100,0%
I - Hébergement et restauration	26,4%	73,6%	100,0%
J - Information et communication	19,5%	80,5%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	23,4%	76,6%	100,0%
L - Activités immobilières	14,4%	85,6%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	19,4%	80,6%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	40,8%	59,2%	100,0%
O - Administration publique	34,8%	65,2%	100,0%
P - Enseignement (privé)	61,6%	38,4%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	27,8%	72,2%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	50,4%	49,6%	100,0%
S - Autres activités de services	24,6%	75,4%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	0,8%	99,2%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	73,9%	26,1%	100,0%
Z - Non déterminé	7,8%	92,2%	100,0%

Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat (juin 2023 - juin 2024) – partie 3

	Emplois salariés hors intérimaires en juin 2024			% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en juin 2024	
	CDD	CDI	Total	CDD	CDI
A - Agriculture, sylviculture et pêche	120	1 560	1 680	0,5%	0,3%
B - Industries extractives	0	260	260	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	1 240	29 870	31 110	4,7%	6,5%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	20	1 900	1 920	0,1%	0,4%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	40	2 090	2 130	0,2%	0,5%
F - Construction	1 380	47 100	48 480	5,2%	10,2%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	3 820	49 050	52 870	14,4%	10,7%
H - Transports et entreposage	1 410	33 150	34 560	5,3%	7,2%
I - Hébergement et restauration	1 870	21 570	23 440	7,1%	4,7%
J - Information et communication	600	22 030	22 630	2,3%	4,8%
K - Activités financières et d'assurance	2 220	52 510	54 730	8,4%	11,4%
L - Activités immobilières	100	3 150	3 250	0,4%	0,7%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 040	46 940	48 980	7,7%	10,2%
N - Activités de services administratifs et de soutien	2 100	26 090	28 190	7,9%	5,7%
O - Administration publique	2 870	54 820	57 690	10,9%	11,9%
P - Enseignement (privé)	1 820	4 320	6 140	6,9%	0,9%
Q - Santé humaine et action sociale	3 720	45 570	49 290	14,1%	9,9%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	400	2 580	2 980	1,5%	0,6%
S - Autres activités de services	400	6 970	7 370	1,5%	1,5%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	10	5 560	5 570	0,0%	1,2%
U - Activités extra-territoriales	190	640	830	0,7%	0,1%
Z - Non déterminé	70	2 660	2 730	0,3%	0,6%
Total	26 440	460 390	486 830	100,0%	100,0%

Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum (juin 2023 - juin 2024) - partie 1

	Recrutements				% du secteur dans les recrutements		
	Au voisinage du SSM		Total	Supérieur au SSM	Total	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM
	SSM non qualifié	SSM qualifié					
A - Agriculture, sylviculture et pêche	360	90	450	260	710	0,9%	0,3%
B - Industries extractives	0	10	10	20	30	0,0%	0,0%
C - Industrie manufacturière	1 280	850	2 130	3 900	6 030	4,4%	4,2%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	20	10	30	280	310	0,1%	0,3%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	80	50	130	220	350	0,3%	0,2%
F - Construction	2 860	1 930	4 790	8 030	12 820	9,8%	8,6%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	7 060	2 220	9 280	8 080	17 360	19,1%	8,7%
H - Transports et entreposage	2 020	1 680	3 700	5 250	8 950	7,6%	5,6%
I - Hébergement et restauration	7 210	1 620	8 830	4 870	13 700	18,1%	5,2%
J - Information et communication	520	480	1 000	4 590	5 590	2,1%	4,9%
K - Activités financières et d'assurance	1 770	270	2 040	10 130	12 170	4,2%	10,9%
L - Activités immobilières	190	150	340	840	1 180	0,7%	0,9%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 800	1 020	2 820	11 990	14 810	5,8%	12,9%
N - Activités de services administratifs et de soutien	1 860	880	2 740	10 230	12 970	5,6%	11,0%
O - Administration publique	900	250	1 150	7 680	8 830	2,4%	8,2%
P - Enseignement (privé)	190	380	570	1 280	1 850	1,2%	1,4%
Q - Santé humaine et action sociale	2 920	1 330	4 250	9 510	13 760	8,7%	10,2%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	370	130	500	770	1 270	1,0%	0,8%
S - Autres activités de services	730	430	1 160	1 330	2 490	2,4%	1,4%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	910	220	1 130	2 570	3 700	2,3%	2,8%
U - Activités extra-territoriales	20	20	40	190	230	0,1%	0,2%
Z - Non déterminé	1 360	210	1 570	1 120	2 690	3,2%	1,2%
Total	34 430	14 230	48 660	93 140	141 800	100,0%	100,0%

Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum (juin 2023 - juin 2024) - partie 2

	% des recrutements dans le secteur		
	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	63,4%	36,6%	100,0%
B - Industries extractives	33,3%	66,7%	100,0%
C - Industrie manufacturière	35,3%	64,7%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	9,7%	90,3%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	37,1%	62,9%	100,0%
F - Construction	37,4%	62,6%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	53,5%	46,5%	100,0%
H - Transports et entreposage	41,3%	58,7%	100,0%
I - Hébergement et restauration	64,5%	35,5%	100,0%
J - Information et communication	17,9%	82,1%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	16,8%	83,2%	100,0%
L - Activités immobilières	28,8%	71,2%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	19,0%	81,0%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	21,1%	78,9%	100,0%
O - Administration publique	13,0%	87,0%	100,0%
P - Enseignement (privé)	30,8%	69,2%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	30,9%	69,1%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	39,4%	60,6%	100,0%
S - Autres activités de services	46,6%	53,4%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	30,5%	69,5%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	17,4%	82,6%	100,0%
Z - Non déterminé	58,4%	41,6%	100,0%

Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum (juin 2023 - juin 2024) - partie 3

	Emplois salariés hors intérimaires en juin 2024			% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en juin 2024	
	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM	Total	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM
A - Agriculture, sylviculture et pêche	720	950	1 670	1,0%	0,2%
B - Industries extractives	40	220	260	0,1%	0,1%
C - Industrie manufacturière	4 700	26 420	31 120	6,3%	6,4%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	30	1 900	1 930	0,0%	0,5%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	290	1 840	2 130	0,4%	0,4%
F - Construction	9 580	38 900	48 480	12,9%	9,4%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	15 730	37 140	52 870	21,2%	9,0%
H - Transports et entreposage	6 280	28 280	34 560	8,5%	6,9%
I - Hébergement et restauration	11 840	11 600	23 440	15,9%	2,8%
J - Information et communication	1 280	21 350	22 630	1,7%	5,2%
K - Activités financières et d'assurance	1 470	53 270	54 740	2,0%	12,9%
L - Activités immobilières	560	2 690	3 250	0,8%	0,7%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 740	46 230	48 970	3,7%	11,2%
N - Activités de services administratifs et de soutien	4 180	24 010	28 190	5,6%	5,8%
O - Administration publique	1 340	56 350	57 690	1,8%	13,7%
P - Enseignement (privé)	460	5 680	6 140	0,6%	1,4%
Q - Santé humaine et action sociale	7 430	41 860	49 290	10,0%	10,1%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	520	2 460	2 980	0,7%	0,6%
S - Autres activités de services	2 420	4 950	7 370	3,3%	1,2%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	1 050	4 520	5 570	1,4%	1,1%
U - Activités extra-territoriales	20	810	830	0,0%	0,2%
Z - Non déterminé	1 600	1 130	2 730	2,2%	0,3%
Total	74 280	412 560	486 840	100,0%	100,0%